



L'EST POLONAIS

*Revue bi-mensuelle, illustrée,
des questions politiques, économiques et historiques,
(paraissant le 1^{er} et 15^{me} de chaque mois).*

dirigée par

STANISLAS D'ANGEL.



Sommaire:

	page		page
1. Stanislas Dangel: Le problème de l'est	49	vestiges de la civilisation polonaise dans les territoires de l'est de l'ancienne République Polonaise	66
2. Thadée Jankowski: A propos du conflit polono-lithuanien	52	6. Le général Zeligowski à Vilno	69
3. prof. Henri Moscicki: La Pologne et la Lithuanie après les partages	56	7. Revue politique	72
4. W. Schmidt: Les tendances politico-économiques de l'Ukraine	62	8. A travers la presse polonaise	75
5. Georges Salski: La destruction des		9. Chronique (Faits et documents politiques)	77
		10. Chronique économique	80

Hors texte: illustrations: „La guerre dans les confins de l'est“.



*Éditée par la société «Straz Kresowa»
21, rue Nowy Świat, 21
Varsovie*

Prix du numéro: 2 fr.

A cause de la grève des imprimeurs nous paraîssons en retard.

Le No suivant paraîtra le 1-er Novembre.



Prix d'abonnement.

France et étranger.

<i>Un an.</i>	48 fr.
<i>six mois.</i>	24 fr.
<i>trois mois.</i>	12 fr.

Prix du numéro: 2 fr.



S'adresser pour la rédaction et l'administration:

*21, rue Nowy Świat, 21,
Varsovie, Pologne.*

Agence pour la France: Messageries Hachette — 113, r. de Réaumur. 113. Paris.

La guerre dans les confins de l'est

(voir l'article: La déstruction des vestiges de la civilisation polonaise dans les territoires de l'est de l'ancienne République Polonaise).



Les objets d'art soustrait à la déstruction grâce à l'occupation de Minsk par les troupes polonaises en 1919.



Vieux cristaux polonais provenant des manufactures d'Urzecze et de Naliboki.



Eglise d'Ostaszyn avant le bombardement.



Eglise d'Ostaszyn après le bombardement.



Eglise d'Ostaszyn après le bombardement.



Un des cimetières de cloches polonaises en Russie.



Ruines du palais de Dubno.

L'EST POLONAIS

1-re année, N° 2.

20 octobre 1920.

Le Problème de l'Est.

Il est incontestable que, pour une nation qui revient à la vie, rien n'est plus important que d'avoir des frontières rigoureusement délimitées et d'assurer son indépendance en nouant des rapports avec tels ou tels de ses voisins. Ces nécessités se sont aussi fait sentir à la Pologne au moment où elle commença à rebâtir sa vie d'état indépendant.

Les traités de Versailles et de Saint-Germain ont réglé la question de ses frontières occidentales. Bien qu'il n'ait pas été fait droit à toutes les revendications légitimes de la Pologne, bien que l'on se soit contenté à Gdansk de demi-mesures inefficaces et qu'à Cieszyn (Teschen) on ait livré 150,000 Polonais aux Tchèques, bien que la Haute-Silésie soit encore aujourd'hui sous la terreur prussienne et qu'en Prusse orientale le plébiscite ait eu lieu sous la pression de cette même terreur (dans ces conditions il était aisément de prévoir quel en serait le résultat), la Pologne, dans les frontières qui lui ont été assignées à l'ouest par le traité, a la possibilité de se développer librement. Les questions litigieuses concernant les dites frontières pourront, à notre avis, être réglées par des arrangements à l'amiable.

Beaucoup plus difficile à résoudre est l'établissement des rapports stables entre la Pologne et ses voisins de l'ouest, surtout le plus puissant d'entre eux: l'Allemagne, car du côté de la Tchéco-Slovaquie (ne comptant que 7,000,000 de vrais Tchèques) il n'y a pas de complications menaçantes à redouter. Si les Tchèques ne veulent pas être submergés par le flot allemand au milieu duquel ils ne forment qu'un îlot, ou tout au moins être réduits au rôle de vassale, ils devront chercher un appui en Pologne. Il en est tout autrement pour l'Allemagne. Humiliée et vaincue, la Prusse n'a pourtant pas été écrasée et n'a nullement renoncé à ses anciens rêves de conquête et de domination du monde. C'est dès aujourd'hui bien prouvé et il n'y a aucune illu-

sion à se faire à ce sujet. Il serait difficile de prévoir la forme en laquelle se cristallisera, dans un prochain avenir, l'Empire allemand désemparé, mais il est à craindre qu'il renaîtra plus redoutable et plus menaçant que jamais pour ses voisins, car à ses visées impérialistes s'ajoute encore la soif de la revanche. La constitution dans un avenir plus ou moins proche d'un vaste Etat de l'Europe Centrale, s'étendant de la Baltique à l'Adriatique, n'est nullement exclue. Sans aucun doute, ce nouvel organisme tendrait à recouvrir les 43.000 kilomètres carrés du territoire de l'ancienne monarchie prussienne qui ont été attribués à la Pologne, à laquelle doit encore être unie la Haute-Silésie, et à faire tomber la barrière qui, non seulement sépare l'Allemagne de la Russie, mais s'élève entre la Prusse Orientale germanisée et les autres provinces allemandes. En présence de ce problème, de ce „drang nach Osten“, qui a été la ligne directrice de la politique allemande à travers les siècles, les questions comme celle de l'Alsace-Lorraine ou de la frontière belge doivent passer au second plan. C'est ce que ne saurait oublier la Pologne qui dès maintenant doit se demander si l'Allemagne sera longtemps tenue en échec par la France sur le Rhin. Le jour où se modifiera la situation à l'Occident marquera pour la Pologne le commencement d'une ère de dures et terribles épreuves.

En raison du péril auquel est exposée la Pologne du côté de l'ouest la question de ses frontières orientales et de ses rapports de voisinage à l'est prend une signification toute particulière. Aucune nation, et à plus forte raison la nation polonaise qui cherche encore ses formes politiques et poursuit le travail de la création des institutions d'état, ne peut observer pendant une période prolongée une politique défensive active contre tous ses voisins. En temps de paix, les forces de cette nation en seraient considérablement affaiblies, et par là-même diminuée sa ca-

pacité de résistance; en temps de guerre une pareille situation amènerait fatalement une débâcle. La Pologne doit donc apporter tous les soins à régler au plus vite les problèmes de l'est d'une manière conforme à ses intérêts. Nous oserons affirmer que ces questions cessent d'avoir un caractère purement national; elles prennent une importance européenne. Cela ne paraîtra pas exagéré si l'on veut bien remarquer que la sécurité assurée à la Pologne du côté de l'est implique infailliblement le renforcement de son front occidental, tandis qu'au contraire, tout insuccès à l'est doit fatalement entraîner un désastre à l'ouest. Si l'Europe occidentale désire avoir une Pologne forte pouvant être opposée à l'est, à l'Allemagne, les frontières orientales de cette Pologne ne sauraient lui être indifférentes.

Les problèmes qui doivent être résolus par la Pologne à l'est sont plus complexes que ceux de ses frontières occidentales. Les vastes espaces entre la Baltique et la Mer Noire qui autrefois faisaient partie de l'état Polonais ne constituaient pas des terrains de son expansion nationaliste, mais étaient un champs d'action civilisatrice. Aujourd'hui, revenant dans ces territoires où habitent plus de 4 millions de Polonais, la Pologne tout en suivant les considérations de nature stratégique, économique ou autres, ne peut ne pas rester fidèle à ses traditions et à la ligne politique suivie pendant des centaines d'années avant les partages. Elle ne peut se résoudre à renoncer aux motifs de nature plus idéale et à faire pénétrer chez les peuples de l'est qui s'éveillent à la vie consciente, les grands principes de liberté et de fraternité. Les difficultés que comporte la solution du problème de l'est, si difficile par lui-même, en égard à l'enchevêtrement des éléments ethnographiques dans le pays, et à sa structure géographique qui en fait la grande route où se croisent les influences les plus diverses, ont été fortement accrues du fait que cette solution doit être obtenue au cours d'une guerre dont les résultats, conditionnés par les rapports des forces physiques des adversaires, sont souvent en contradiction avec les principes du bon droit et de la justice.

Au moment où elle recouvrait son indépendance, pendant l'automne de 1918, la Pologne fut attaquée par les armées des Soviets. Repoussées pendant plus d'un an et demi, ces hordes se ruèrent à nouveau sur la Pologne aux mois de Juillet et d'Août 1920 et étendirent leurs ravages jusqu'aux rives mêmes de la Vistule, témoignant par là des projets de conquête de la Russie bolchéviste. Et conjointement à cette offensive militaire s'en déployait une autre, non moins terrible, non moins funeste dans ses effets—une offensive diplomati-

que. Les sanglantes persécutions qu'avaient eu à subir pendant cent cinquante ans les peuples habitant les territoires situés à l'ouest de la Dwina et du Dniepr, avaient comme corollaire fait naître en Europe la conviction que c'étaient des territoires purement russes, sur lesquels les droits de la Russie étaient indiscutables. La Pologne qui, depuis le XIV-e siècle les avait civilisés, avec lesquels elle avait été liée en vertu d'une union librement consentie, cette Pologne se levant aujourd'hui pour les protéger contre l'envahisseur, fut accusée d'impérialisme.

L'offensive militaire orientale est venue se briser sous les murs de Varsovie, mais l'offensive diplomatique, aussi ancienne que l'autre (car l'une et l'autre datent depuis plus d'un siècle et nous n'en voyons à présent se dérouler sous nos yeux que le dernier épisode) — dure toujours; elle n'a pas encore été repoussée. L'Occident, en effet n'a pas encore cessé d'ajouter foi aux affirmations mensongères de l'impérialisme russe; que ce soit celui des tzars ou celui des soviets et, en dépit d'une série de faits irrécusables, il est encore tout disposé à voir dans tout mouvement des armées polonaises vers l'est, ayant en but de défendre l'intégrité des frontières de la République, des visées de conquête, tandis que la poussée de l'impérialisme oriental, de ce „panslavisme“ cherchant à donner la main au „pangermanisme“ continue à être envisagée comme une légitime prétention de la Russie.

Ce serait trop s'écartez du sujet qui nous intéresse tout particulièrement ici, que de montrer combien on s'abuse dans les pays de l'Occident en désirant l'existence d'une Russie puissante, reconstruite à peu près dans les limites qu'elle avait avant la guerre, Russie destinée à servir de contre-poids à l'Allemagne. Tout le passé historique nous enseigne cette vérité tellement évidente qu'il n'est plus nécessaire de la prouver, à savoir que la Russie et la Prusse ne peuvent aspirer au rôle de grandes puissances qu'en restant en étroite amitié. Le jour où furent rompus les liens traditionnels qui les attachaient l'une à l'autre depuis des générations fut pour elles un jour de deuil et de désastre. C'est ce que comprennent parfaitement les hommes d'état de ces deux pays, quel que soit d'ailleurs le courant politique qu'ils représentent.

La Pologne ne peut rechercher la solution des problèmes de l'est que dans une seule voie, celle où elle a marché pendant des siècles et qui correspond à la psychique de la nation. Qu'elle peut être forcée à des compromis, à se contenter temporairement de telle ou telle solution moy-

enne—c'est une autre affaire. Un compromis de ce genre restera toujours un expédient dont la nation peut, en attendant mieux, se montrer satisfaite, mais qui certainement ne tardera pas à apparaître insuffisant et tôt ou tard exigera des corrections. Rien de surprenant: il est impossible de modifier d'un trait de plume les éléments essentiels de l'âme d'un peuple ni d'en changer la direction du développement national.

Le postulat fondamental de la Pologne à l'est, postulat découlant de son caractère de civilisatrice de ces vastes territoires et de champion de la liberté, doit être de s'opposer à toutes les velléités de conquête de la Russie, c'est à dire d'exiger la désannexion de tous les pays, incorporés par la violence à la Russie depuis 1772. Ce n'est pas désirer la réunion de ces pays au territoire de la République Polonaise, une telle prétention serait à juste titre considérée comme injuste, mais uniquement réclamer la libération du joug étranger des peuples qui, à l'égal de tous les autres, doivent avoir droit de décider eux-mêmes de leur sort.

Ce serait se méprendre que de croire que ce postulat fondamental de la Pologne est dirigé contre la Russie. Il ne vise pas la Russie comme telle, mais seulement la Russie conquérante, refusant de se départir des territoires sur lesquels elle n'a pas d'autre droit que celui de la force et qui ne lui appartiennent qu'en vertu d'un acte de violence. Par contre, la Pologne désire vivre en bon accord avec la Russie, car elle comprend qu'une telle amitié ne peut que lui donner des forces pour lutter contre le germanisme, et, d'autre part, permettre à la Russie de se libérer de ses anciennes attaches avec la Prusse. Il convient de faire observer que, si la Russie impérialiste doit, comme nous l'avons déjà dit, s'appuyer nécessairement sur la Prusse, la Russie réduite à ses limites ethnographiques, n'aura de commun avec la Prusse aucun intérêt essentiel, et tout au contraire, devra se défendre contre son expansion économique, dirigée en premier lieu vers l'Europe orientale.

La réalisation de ce postulat, non moins essentiel pour la Pologne que pour les autres peuples arrachés au joug russe, rendrait tous les autres problèmes de l'est polonais facile à résoudre. Il fournirait une base solide pour trancher toutes ces questions, et, en mettant fin aux „nécessités d'Etat“ — expression sous laquelle d'ordinaire se cachent les tendances égoïstes les plus grossières — transférerait leur centre de gravité à la franche

pratique de la liberté des peuples. Il permettrait de faire droit aux aspirations des territoires qui depuis deux ans manifestent hautement leur volonté d'être unies à la République Polonaise. Le fameux et illusoire argument que l'on désigne sous le nom de ligne ethnographique polonaise à l'est, en dehors de laquelle se trouvent en réalité des millions de Polonais, cesserait peut-être enfin d'être invoqué, si l'on voulait bien prendre en considération la voix des populations habitant au-delà de cette ligne.

La politique orientale polonaise pendant ces deux dernières années s'est inspirée du sincère désir de donner satisfaction aux voeux légitimes des nationalités qui peuplent les territoires entre la Pologne et la Russie; elle s'est toujours opposée aux tendances annexionnistes. Toute une série de faits ont fait ressortir ces intentions. Nous nous bornerons à citer par exemple la cession à la Lettonie de la Letgalie polonaise et de la ville Dynabour conquise par les troupes polonaises; la reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine et la part active prise à la reconstitution de ce pays, malgré les graves difficultés résultant des circonstances complexes dans lesquelles il se trouvait; de nombreuses démarches en vue d'assurer au peuple blanc-ruthène la possibilité d'affirmer et de développer sa vie nationale; enfin l'attitude si tolérante et si mesurée prise vis à vis de la Lithuanie, qui par sa coopération avérée avec les armées bolchévistes, par sa main-mise sur le territoire polonais de Vilno et par ses attaques contre les troupes polonaises, avait pourtant donné des motifs plus que suffisants pour la traiter en ennemie déclarée. Les mêmes principes ont été pris comme directive par la délégation polonaise à Riga. Aujourd'hui que la paix polono-bolchéviste est en vue, il conviendrait peut-être d'examiner les bases sur lesquelles on se propose de l'édifier, car c'est d'elles que dépendra la solidité de cette paix, désirée par toute l'Europe, ou au contraire le danger permanent de nouvelles complications et conflits entre les Etats.

Seule une Pologne forte, construite à l'est, non dans ses anciennes limites historiques, mais selon la volonté des peuples, qui, pendant plusieurs siècles lui ont été unis par les liens les plus étroits d'une civilisation commune, et en tenant compte aussi des voeux des millions de Polonais mêlés à ces peuples, seule cette Pologne peut donner au monde la garantie que l'état de paix sera assuré dans le centre et à l'est de l'Europe.

Stanislas Dangel.

A propos du conflit polono-lithuanien.

Les relations polono-lithuaniennes constituent à l'heure qu'il est un sujet de vive préoccupation pour les hommes d'état et les diplomates. Le monde entier, aspirant à la paix, semblait toucher à l'heure suprême où ce rêve de tant d'années devait enfin être réalisé; après s'être livrés pendant 6 ans au carnage et à la destruction, les peuples songeaient à passer à un travail créateur et au rétablissement de leur vie économique. Au moment où le dernier foyer de l'incendie qui a embrasé le monde entier, était prêt à s'éteindre, et que Bolchéviks et Polonais négociaient les conditions de paix à Riga—éclate un nouveau conflit, le conflit polono-lithuanien.

Les espérances des diplomates, fondées sur la croyance que la fin de la guerre entre les Polonais et les Bolchéviks amènera la paix en Europe, s'embellent s'évanouir. Il est à craindre que la paix ne se rétablira pas de sitôt, et que le 1-er Août 1914 a commencé, pour le monde entier, la période des guerres permanentes, où les peuples régleront leurs dissensions les armes à la main. On comprend facilement, à cause de ce danger qui menace l'Europe, l'intérêt que porte la diplomatie européenne au conflit polono-lithuanien. Le Conseil de la Ligue des Nations exerce une forte pression sur les deux pays en question afin de les amener à arrêter les hostilités, et s'efforce de rétablir entre eux des relations amicales.

Les efforts de la Ligue des Nations corroborent les désiderata polonais. L'histoire de la Pologne prouve que le peuple polonais a su vivre en bonne entente avec d'autres nations formant avec lui le même organisme étatique. La Pologne n'a jamais désiré et ne désire pas de guerre avec la Lithuanie. Les efforts du gouvernement polonais, ainsi que des facteurs politiques de la Pologne les plus en vue, accomplis pendant les deux dernières années dans l'unique dessein d'aplanir les difficultés qui ont surgi entre ces deux nations, le prouvent suffisamment. Si la Pologne avait voulu régler l'incident lithuanien les armes à la main, elle n'aurait certes pas choisi un moment aussi critique pour elle, lorsque les troupes bolchéviques étaient près de Varsovie. La Pologne n'avait pas d'intentions belliqueuses et conquérantes envers la Lithuanie, car dans ce cas elle aurait engagé l'action contre cette dernière il y a quelques mois, lorsque le succès de ses armées paraissait définitif sur le front oriental.

La Pologne aurait pu également choisir le moment où la Lithuanie était engagée dans une lutte avec les armées étrangères, qui se trouvaient sur son territoire, comme cela eut lieu au cours de l'aventure de l'armée de Bermondt. La présence de ces armées sur le territoire lithuanien aurait pu servir d'un juste prétexte à une intervention armée de la Pologne et aurait pu aisément être invoquée comme prétexte devant la diplomatie des puissances occidentales.

Si le gouvernement polonais, dans des moments extrêmement favorables, qui auraient pu lui permettre d'obtenir tout résultat voulu, n'a pas entrepris de guerre contre la Lithuanie, c'est que la Pologne n'a pas voulu et ne veut pas régler le différend polono-lithuanien par la force brutale, ni imposer la loi du plus fort.

Il ne faut pas chercher la cause de ce conflit polono-lithuanien dans la politique du gouvernement polonais, ni accuser, à ce propos, la nation polonaise de visées impérialistes. La faute en incombe entièrement aux hommes d'état lithuaniens. La politique du gouvernement de Kovno, pendant ces cinq dernières années, peut en fournir des preuves éclatantes.

Tout en tendant à la réalisation de son indépendance—désir on ne peut plus légitime et que la Pologne, qui a lutté et souffert pour la sienne, sait reconnaître et respecter en toute nation — la Lithuanie a pris une attitude nettement hostile envers l'élément polonais habitant le territoire de l'ancien Grand-Duché. En même temps elle cherchait l'appui et l'amitié des gouvernements successifs de l'Allemagne et, il y a quelques semaines, au moment le plus critique pour la Pologne, elle a conclu une entente avec les Bolchéviks.

La Ligue des Nations n'a pas vu, ou n'a pas voulu voir, quelles étaient les idées dirigeantes de la politique du gouvernement lithuanien, si bien que ses décisions et ses efforts pour arrêter les hostilités lithuano-polonaises, portant le caractère de résolutions si abstraites, ne s'accordent pas avec les conditions réelles.

C'est pourquoi ses décisions, animées par les meilleures intentions, n'ont pas donné le résultat désiré qui était le règlement du conflit.

Pour ne pas prêter à la confusion, chaque fois qu'il sera question de la Lithuanie, nous préciserons les termes de Lithuanie historique et de Lithuanie ethnographique. La Lithuanie historique, est le territoire de l'ancien Duché de Lithuanie

qui comprend par la suite les anciens départements russes de Vilno, Grodno, Minsk, Kovno, Vitebsk et Mohilev et la partie nord du département de Suvalki (ce dernier faisait partie du Royaume du Congrès). La superficie de ces territoires est de 290.000 klm.²; sa population s'élève à 12.500.000 habitants comprend des Polonais, des Blancs-Ruthènes, des Tartares, des Lettons, un très faible pourcentage de Russes et un peu plus de 2 millions de Lithuaniens. Les territoires de la Lithuanie proprement dite, c'est-à-dire la Lithuanie ethnographique (où il y a du reste un fort pourcentage de Polonais) comprennent le département de Kovno¹), la partie nord du département de Suvalki, une partie du district de Swienciany, de Vilno et de Troki (dép. de Vilno), une partie de la Courlande, un fragment du département de Grodno et une partie peu importante de la Prusse Orientale.

Les territoires ethnographiques lithuaniens occupent une étendue de 65.000 klm. et comprennent 2.500.000 habitants, dont 1.900.000 Lithuaniens. Pendant les quelques siècles de vie commune entre Polonais et Lithuaniens, l'élément lithuanien diminuait peu à peu en importance sous l'influence de la civilisation polonaise. Ce phénomène de dénationalisation du peuple lithuanien se produisait également du côté occidental, où sous l'influence allemande le peuple se germanisait. Enfin partout où les Lithuaniens se trouvaient en contact avec les Blancs-Ruthènes ils adoptaient la langue et les moeurs de ces derniers.

Le peuple lithuanien, malgré son long passé, présente toutes les particularités d'une nation toute jeune. Ce n'est qu'à la fin du XIX-ème siècle que le sentiment national commence à poindre dans les masses populaires. Ce mouvement se caractérise, dans la première période, par un fort développement du côté négatif, au grand détriment des forces créatrices et positives. Il semblerait que ce mouvement national, éveillé sous la domination russe, aurait dû naturellement se tourner contre la Russie et son système d'oppression. Ce système, appliqué dans tout l'empire, sévissait surtout en Lithuanie historique et cependant la réaction qu'il a provoquée parmi le peuple lithuanien se dirigea d'une façon imprévue contre

¹⁾ Dans les environs de Kovno l'élément polonais atteint 40%. La ville même de Kovno, tout comme Vilno, possède un caractère nettement polonais.

Lors des élections du Conseil Municipal qui ont eu lieu après l'évacuation de la ville par les Allemands, et malgré d'incontestables abus de la part des Lithuaniens — les Polonais ont fait passer 30 conseillers municipaux, les Allemands 6, les Lithuaniens 12, les Russes 1. Ces chiffres prouvent que dans la ville de Kovno, ainsi du reste que dans les campagnes environnantes situées à l'est de cette ville, les Polonais possèdent la majorité relative.

l'élément polonais le plus influent et par là-même le plus dangereux pour la Russie.

Cet étrange phénomène peut trouver son explication, d'abord, dans le fait que la jeunesse lithuanienne qui fréquentait les universités russes y subissait l'influence de l'entourage et de la civilisation russe, qui lui en imposait. Parfois même elle se russifiait entièrement. L'autre cause réside dans l'antagonisme social. La jeunesse lithuanienne sympathisait avec le mouvement radical russe et sous l'influence des doctrines socialistes, elle tourna sa haine contre les classes riches polonaises, et partant contre tout ce qui était polonais. Malgré les confiscations et les expropriations effectuées par les Russes, les grandes propriétés et en général la plupart des terres dans la Lithuanie historique se trouvaient entre les mains polonaises. Le mouvement national lithuanien, inspiré par les Russes, se fit une arme de cet état de choses et a exploité les conflits sociaux pour les fins de propagande.

Le dernier facteur enfin, qui a donné au mouvement lithuanien le caractère polonophobe, fut la peur que les Lithuaniens ressentaient devant la force d'assimilation du peuple polonais. Les inspirateurs et les pionniers du mouvement national lithuanien ont oublié cette vérité primordiale que l'assimilation en faveur de l'élément polonais ne s'est jamais faite par la violence, mais par voie d'influence d'une civilisation plus ancienne sur une civilisation moins avancée.

Le gouvernement russe a su tirer parti de ces dispositions, et, conformément à la vieille maxime „Divide et impera“ a fait tout son possible pour élargir et approfondir encore l'antagonisme polono-lithuanien. D'autre part il ne laissait au mouvement lithuanien aucune liberté de se développer et le persécutait aussi bien que le mouvement national polonais, partout où il gagnait quelque force. Malgré cela, le mouvement national lithuanien renaissant, au lieu de chercher l'aide et l'appui auprès de l'élément polonais, victime de la même oppression et compagnon d'infortune, au lieu d'essayer de créer une base pour une action commune contre l'ennemi commun, continua à être un mouvement polonophobe et prit même nettement un caractère russophile. La Lithuanie n'avait pas compris où résidait le vrai danger.

Cette incapacité de trouver les sources du danger est une des caractéristiques du mouvement national lithuanien. Nous en avons eu une nouvelle preuve pendant la Grande Guerre, lorsque la Lithuanie fut occupée par les Allemands qui ont appliqué d'incroyables méthodes d'oppression aussi bien politiques qu'économiques et ne ca-

chaient point leurs projets d'annexion de terres lithuaniennes et de leur incorporation pure et simple au Reich allemand. Le fait de la perte par les Allemands des colonies d'outre-mer étant devenu évident, ces derniers voyaient déjà en Lithuanie de nouveaux terrains de colonisation et la garantie du voisinage immédiat avec la Russie.

Quand commencèrent pour les Allemands les insuccès sur le front occidental, ils se virent obligés de faire quelques concessions; ils créèrent une Lithuanie soit-disant autonome en mettant à la tête du nouvel état un prince allemand — pour se garantir de fortes influences et la possibilité d'immixtion dans les affaires intérieures lithuaniennes.

En même temps un groupe de politiciens du „Taryba“ ou le „Conseil national lithuanien“, comme si ne voyant pas le danger, se tourna contre l'élément polonais, habitant la Lithuanie, employant à cette lutte toute son énergie.

Le mouvement national lithuanien devient germanophile sous la domination allemande, comme il était russophile autrefois sous la domination russe. Le vote du „Taryba“ du 11 Décembre 1917 constitue le couronnement de cette politique germanophile. Dans la résolution prise ce jour, la Taryba proclame l'indépendance de l'Etat lithuanien, avec Vilno comme capitale, et demande aide et protection à l'Empire allemand. En même temps il y exprime le désir d'une étroite alliance avec l'Empire sous la forme d'une convention militaire, d'une entente concernant les voies de communication, enfin d'une union douanière et monétaire. Il est difficile de croire que les auteurs de cet acte ne se sont pas rendu compte de ce que deviendrait l'indépendance de la Lithuanie avec un prince allemand sur le trône et une telle alliance avec le Reich allemand.

Il est intéressant que, malgré ce vote, malgré la servilité des leaders de la politique officielle lithuanienne envers l'Allemagne, celle-ci n'a pas changé de tactique envers la Lithuanie. La pensée de l'annexion des territoires lithuaniens n'abandonna pas un instant les esprits des hommes politiques d'Allemagne, même après le traité de Versailles.

Si, par des considérations d'opportunité, on pourrait encore, à la rigueur, justifier la politique du „Taryba“ au moment où les Allemands étaient les vainqueurs, lorsque les Lithuaniens pouvaient supposer qu'ils ne pourraient recevoir leur indépendance que des mains des Allemands, par contre il est impossible de trouver des arguments pour expliquer cette politique pendant les années de 1919 et 1920.

Sous le joug russe, la politique lithuanienne avait donc un caractère russophile, pendant l'occupation allemande, elle était nettement germanophile. Après la fin de la guerre européenne cette politique revêt le singulier caractère en même temps bolchévik et germanophile. Dans la période de l'aventure de Bermondt, on se souvient de l'influence du Dr. Zimmerle sur les politiciens de la ville de Kovno. Aujourd'hui c'est le „Deutsche Diplomatische Vertretung“ de Kovno qui est le véritable Ministère des affaires étrangères lithuaniennes. La police secrète est entre les mains des Allemands, les instructeurs de l'armée lithuanienne sont des officiers allemands. Toute la presse lithuanienne reçoit des subsides de Berlin, à la seule condition d'avoir une orientation anti-polonaise.

Les habitants des régions de Kovno soupçonnent que, dans la convention passée entre Berlin et Moscou, il a été reconnu que la Lithuanie constitue la sphère d'influence de l'Allemagne. Ce sont du reste les mêmes Allemands qui, en Lithuanie, dirigent la propagande et font de l'agitation bolchévique.

Pour démontrer le lien entre les politiques lithuanienne, allemande et bolchévique il suffit de rappeler que les Allemands ont organisé le transport des prisonniers bolchévistes réfugiés devant la contre-offensive polonaise sur le territoire de la Prusse Orientale par chemin de fer de Wierzbolowo, Kovno, jusqu'à Vilno, et par voie pédestre par Marjampol et Kalvarja. D'autre part, dans la région de Vilno, attribuée par le traité lithuano-bolchévik du 12 juillet 1920 à la Lithuanie, les Bolchévits rassemblent leurs troupes, installent leurs magasins de munition, utilisent le réseau ferroviaire etc.

Tout cela se passe sous les yeux de la mission anglaise, qui se trouve à Kovno.

La politique lithuanienne possède encore un autre caractère distinctif qui est l'impérialisme.

Le jeune mouvement national remarquant que l'élément lithuanien perd constamment du terrain et ne possède pas lui-même assez d'expérience politique, a cru trouver le remède contre le recul constant de la nationalité lithuanienne dans la plus grande extension territoriale.

Les reminiscences historiques, les souvenirs des temps des premiers princes lithuaniens qui au XII-ème siècle, ont énormément élargi et agrandi le pays lithuanien en y incorporant des terres polonaises et blanches-ruthènes n'ont pas manqué d'influencer les ambitions territoriales lithuaniennes. Mais les Lithuaniens oublient que dans les pays occupés par eux au XII-ème siècle ils ne forment qu'un pourcentage minime de la

population, que les Blancs-Ruthènes et les Polonais y constituent la population autochtone et que, par conséquent, ces derniers possèdent autant de droits sur ces territoires, que les habitants lithuaniens.

Déjà, sous le gouvernement russe, cet impérialisme se faisait jour dans de nombreux mémoires, écrits, résolutions etc.

Le mémoire rédigé en novembre 1905 et adressé au comte de Witte par des hommes politiques lithuaniens dévoile leurs tendances. Les idées qui y ont été développées ont du reste été exprimées au congrès national tenu le même mois.

Voici un des principaux passages de ce mémoire: „Les Lithuaniens estiment que le territoire, habité par eux depuis de longs siècles comprend les départements de Vilno, Kovno, Grodno, une partie de la Courlande et le département de Souvalki, rattaché au Royaume de Pologne depuis le Congrès de Vienne. Les Lithuaniens considèrent que ces territoires leur appartiennent au point de vue ethnographique et que en dehors des Lithuaniens, tous les autres habitants de ces pays—Polonais, Juifs et Russes sont des intrus, y établis beaucoup plus tard“. De l'avis des Lithuaniens les Blancs-Ruthènes peu plant des villages, portant des noms et ayant une architecture lithuanienne, sont des Lithuaniens qui se sont dénationalisés sous l'influence slave.

Il ressort clairement du document mentionné combien les prétentions territoriales lithuaniennes sont mal fondées et parfois même ridicules. Dans le département de Grodno, sur 1 million 600 mille d'habitants il y a seulement 3 mille Lithuaniens, dans celui de Vilno les habitants lithuaniens sont très peu nombreux, enfin dans celui de Souvalki on ne trouve des Lithuaniens, mêlés du reste à des Polonais, que dans 5 districts, les 2 autres étant habités exclusivement par une population polonaise.

Ce programme territorial n'a pas subi de modification au moment où le problème de l'indépendance lithuanienne est entré dans la voie de la réalisation. Autant les aspirations lithuaniennes à l'indépendance étaient-elles pleinement justifiées et réalisables, autant il était impossible de satisfaire à leurs convoitises territoriales.

Un des chefs du mouvement national lithuanien, M. Gabrys, demandait avec insistance, en janvier 1918, pour la Lithuanie indépendante les départements de Kovno, Vilno, Minsk, Grodno, Witebsk et Suvalki. Par conséquent toute la Lithuanie historique, sauf le gouvernement de Mohylev. Ces terres comptaient avant la guerre 12 millions et demi d'habitants, dont 2 millions seulement de Lithuaniens. Plus tard le minimum des

exigences lithuaniennes comprenait les départements de Kovno, Vilno, Suvalki, une grande partie des gouvernements de Grodno, Minsk, Witebsk et une partie de la Courlande. Sur ces territoires il y a 8 millions d'habitants, dont 25% de Lithuaniens. En automne 1919, ces exigences diminuèrent quelque peu. Mais, à cette époque encore, les Lithuaniens demandaient les départements de Kovno, de Vilno, sauf deux districts orientaux de Vilejka et Dzisna, du département de Grodno, les districts de Grodno, Slonim et Wołkowysk, du palatinat de Bialystok, ayant toujours appartenu au Royaume du Congrès, les districts de Bielsk, Bialystok et Sokółka, tout le département de Suvalki, du département de Minsk une partie du district Illukszty, le district de Nowogrodek et de Libawa; enfin de la Lithuanie Prussienne l'arrondissement de Klajpeda. Sur le territoire mentionné il y a 6 millions d'habitants dont 31 $\frac{1}{2}$ % de Lithuaniens.

Le 12 juillet 1920 les Lithuaniens conclurent la paix avec les bolchéviks, qui, après l'évacuation par les Polonais du département de Vilno reconquirent les districts suivants comme devant faire partie de la Lithuanie: le district de Jeziorosy avec 52 $\frac{1}{2}$ % d'habitants polonais et 15% d'habitants lithuaniens; le district de Swienciany avec 44,2% de Polonais et 27,6% de Lithuaniens; le district de Vilno avec 87,3% de Polonais et 7,5% de Lithuaniens, la ville de Vilno avec 56,2% de Polonais et 2,3% de Lithuaniens, le district de Troki où les Polonais forment 53,8% de la population et les Lithuaniens 39,6%; le district d'Oszmiany où le pourcentage de Polonais atteint 68,2% et de Lithuaniens 0,1%; le district de Lida avec 76% de Polonais et 2,3% de Lithuaniens, enfin le district de Grodno, avec 54% de Polonais et 1,6% de Lithuaniens.

Les bolchéviks ont reconnu ces territoires aux Lithuaniens non parce qu'ils trouvaient leurs exigences justes, mais dans le but unique d'envenimer encore l'antagonisme entre la Pologne et la Lithuanie et de pousser ces deux pays à la guerre.

Les Lithuaniens profitant de la guerre bolchéviste, et de l'évacuation par les Polonais des districts de Suvalki, de Kalwarja et de Sejny, les occupèrent militairement, sans déclarer pourtant la guerre à la Pologne. La réoccupation, après la bataille de la Vistule, des districts mentionnés par les Polonais, suivie d'hostilités des troupes lithuaniennes, fit entrer le conflit polono-lithuanien dans sa phase aiguë.

Comme on le sait, la Société des Nations a mis à l'étude la situation créée par cet état de choses.

Voici en résumé la caractéristique de la politique officielle lithuanienne. Les hommes d'état lithuaniens ont cru pouvoir obtenir l'indépendance grâce à l'appui des états aussi nettement impérialistes que la Russie et l'Allemagne. Aussi leur politique a-t-elle subi d'innombrables échecs.

La leçon donnée à l'Ukraine soviétique, la conception toute particulière que se font les bolchéviks de la souveraineté des pays fédérés à la Russie, enfin les preuves patentées d'une alliance russo-allemande et le désir impérieux d'une frontière commune entre ces deux états, auraient pu mettre en garde le gouvernement lithuanien.

La note américaine concernant la Russie bolchéviste fut le dernier insuccès de la politique lithuanienne. L'Amérique déclarait qu'elle aidera à la reconstitution de la grande Russie et ne reconnaît que l'indépendance de la Pologne, de la Finlande et de l'Arménie.

Tous les efforts des conférences des états baltes en vue d'incliner la Lithuanie à vivre en bonne intelligence avec la Pologne restèrent vains. Les nombreux appels faits dans le même but par la diplomatie française n'eurent également aucun résultat. Le peuple et le gouvernement polonais se rendent compte du danger qui menace la Pologne et la Lithuanie de la part de l'Allemagne. La Lettonie, l'Estonie et la Finlande le comprennent également. Le gouvernement lithuanien seul semble l'ignorer.

Toutefois le peuple polonais n'a pas perdu l'espoir de voir bientôt la Lithuanie, reconnaissant les fautes commises, renouer des relations amicales avec la Pologne et il désire sincèrement la collaboration fraternelle de deux nations pour le bien de leurs intérêts communs.

Thadée Jankowski.



La Pologne et la Lithuanie après les partages.

Du professeur *Henri Moscicki.*

Un soir d'été de l'année 1827, dans le Palais du Belvédère, près de Varsovie, le Grand-Duc Constantin et Adam Czartoryski, le plus éminent des hommes d'état polonais, échangeaient la conversation suivante:

— Il est impossible — disait Czartoryski — que l'injustice puisse faire du bien aux nations. La Pologne a été victime d'une injustice, il faut la réparer autant et plus encore dans l'intérêt de la Russie que dans le nôtre. Pour cela il faut rattacher les provinces nord-est au Royaume du Congrès. Sans cette mesure l'existence de celui-ci serait tout purement fantaisiste; une lubie politique contraire à la morale et au bon sens. C'est un supplice de Tantale imposé aux Polonais. La réunion rendrait ce pays heureux..... mais en ce moment notre existence est l'opposé du calme et de la sûreté.

— Vous êtes le seul homme qui m'ayez toujours dit la vérité, vous êtes le seul qui n'ayez jamais changé d'opinion et qui ne vous soyez jamais trompé — répartit le Grand-Duc, répondant avec une sincérité surprenante, aux franches paroles de Czartoryski.

Quelques mois avant le moment où cette conversation avait lieu, le tsar Nicolas I^{er} écrivait à son frère: „Je ne puis admettre même la pen-

sée de réunir la Lithuanie à la Pologne, car dans ma conviction intime, c'est une chose impraticable et qui ne pourrait qu'entraîner les suites les plus funestes pour l'Empire". Il écrivait encore: „La Lithuanie est une province russe, elle ne peut retourner à la Pologne parce que ce serait attenter à l'intégrité du territoire de l'Empire."

Ce double échange d'opinions renferme en soi l'essentiel du conflit séculaire polono-russe. La vraie cause des guerres entre la Lithuanie et les tzar moscovites, depuis le commencement du XV^e siècle, a été la lutte de deux centres éta- tiques: Vilno et Moscou, pour l'exercice de l'influence sur les terres lithuano-ruthènes et pour décider de leur adhésion, ou, au tzarat, triomphateur des Tartares, ou à la Royauté Polonaise sur le point de vaincre l'Ordre des Croisés Teutoniques. Toutefois, par l'effet d'une coexistence pacifique avec la Pologne, les différences entre la population lithuanienne et les habitants de la Moscovie s'accentuèrent sensiblement. Sous l'influence polono-latine la structure sociale, les croyances et même le parler ruthène populaire, distinct du dialecte russe se modifiaient lentement mais constamment. À la suite d'une active lutte d'idées, la civilisation polonaise pénétra jusque dans la Moscovie, elle s'infiltra dans les moeurs,

façonna la littérature sur le moule occidental et éveilla chez les boyards l'enthousiasme pour les libertés polonaises, pour la Pologne „ce pays délicieux, presque sacré“. On vit même le clergé orthodoxe soutenir de savantes controverses théologiques en langue polonaise et, en 1655, les moines schismatiques s'enfuirent terrifiés de Vilno à l'approche redoutée du tsar Alexis.

Il est impossible d'apprécier exactement la somme d'énergies expansives et de peines que la nation polonaise apporta dans le travail titanique d'eurocéanisation de l'est, et cela quelques-fois au détriment de son propre développement. Tâche complexe, unissant aux paisibles travaux du laboureur, les envolées guerrières des „hussards ailés“ brandissant leurs sabres victorieux.

Soit combinaison politique, soit simple obéissance à l'instinct aveugle et créateur de sa mission civilisatrice, la Pologne entreprit une tâche grandiose qui restera à jamais pour elle un titre de mérite et de haute valeur. Dès que l'union de la Lithuanie et de la République Royale polonaise se fut resserrée, les guerres avec Moscou devinrent une œuvre commune. Cependant le caractère de ces luttes se transforma; de défensives, aux temps des Jaguellons, elles devinrent offensives, tendant, selon la pensée de Batory, à enrayer la puissance croissante de Moscou. Les tentatives des tzars moscovites d'unir, par la voie pacifique, les deux corps d'états n'eurent aucun succès, bien que les Lithuaniens aient quelques fois penché pour ce projet, espérant à ce prix conquérir la tranquillité à l'est. La République Royale, confiante en sa puissance, se montra hostile sachant que sous le sourire engageant de Moscou se dissimulait une grimace de convoitise. L'aveuglement de Sigismond III, ou peut-être la crainte instinctive de la supériorité des forces numériques de la Moscovie, préservra la Pologne du risque que présentait l'acceptation de la couronne des tzars. Les luttes continuèrent. Mais de la seconde moitié du XVII^e siècle, les rôles furent changés. La République, affaiblie par les invasions, divisée par les querelles intestines, ne peut plus que se défendre désespérément.

Les armes polonaises triomphent encore parfois, les étendards moscovites, abattus, s'inclinent devant les héros de Lachowicze et de Cudnow, mais en fin de compte la Pologne perd le fruit de ses anciennes victoires.

Sous le tsar Alexis Michaïlovitch et ses descendants, Moscou redevient menaçante pour la République par sa puissance conquérante. Non seulement elle en est revenue au programme d'Ivan le Terrible: „rassembler les terres russes“, mais elle menace l'état polonais dans son exi-

stence même. La hantise de l'extension territoriale — c'est la pensée dominante, l'idée maîtresse de toute la politique russe du XVIII^e siècle.

La politique de Pierre I et de Catherine II est inspirée par la pensée de l'anéantissement de la Pologne comme état, et de son incorporation à l'empire; elle ne se transforme en la conception de 2 partages que sous l'influence des facteurs extérieurs, non seulement indépendants de Moscou, mais encore diamétralement opposés à ses plans. De même les anciennes prétentions moscovites sur les terres lithuano-ruthènes, et l'idée éclosée plus tard de la domination de toute la Pologne, avaient pour moteur des intérêts politiques. Il s'agissait tantôt de s'ouvrir un débouché sur la Baltique à travers la Livonie, tantôt de posséder large passage vers le centre et l'ouest de l'Europe par la Ruthénie Blanche, la Lithuanie et la Pologne, tantôt d'avoir des ports d'exportation sur la Mer Noire, tantôt d'établir une base d'opération contre Constantinople, aussi rapprochée que possible de la ville convoitée.

„La destruction de la Pologne comme puissance politique constitue le fond de l'histoire politique de la Russie“ — écrit cyniquement le diplomate russe Pozzo di Borgo en 1814 et il ajoute aussitôt: „La conquête de la Pologne a été faite principalement dans le dessein de multiplier les rapports de la nation russe avec ceux du reste de l'Europe et de lui servir de champ plus vaste et de théâtre plus noble et plus connu où elle aurait pu exercer ses forces et ses talents et satisfaire à son orgueil, à ses passions et à ses intérêts“.

Avec non moins de cynisme les pseudo-libéraux de 1863 appelaient le peuple moscovite à l'anéantissement de la nation polonaise toute entière; les panslavistes et les nationalistes du bien connu Ivan Aksakov proclamaient ouvertement: „c'est un devoir moral, un commandement religieux du Christ au peuple de travailler à l'extermination de la nation polonaise représentante du latinisme décrépit. — Si nous ne pouvons exterminer les Polonais nous devons du moins arriver à ce qu'ils se soumettent à notre autorité sans restriction, qu'ils reconnaissent le bienfondé des principes qui dirigent la politique russe et qu'ils se mettent à parler notre langue“.

Les facteurs nationaux et religieux évoqués par les historiens russes genre Ilovajski et Kojalovicz, ne jouaient presque aucun rôle. — Aux yeux des boyards moscovites du XVIII^e siècle même les Ruthènes habitant les territoires du Grand-Duché de Lithuanie passaient pour des Polonais. Personne ne s'étonnait qu'un membre de l'Académie des Sciences de St.-Pétersbourg,

Herman, dans une statistique de la Russie publiée en 1790, désignait comme Polonais les habitants des départements de Mohylev et de Polock parce qu'ils ne parlaient que le polonais. Le savant naturaliste, Wassili Siewiergin dans un rapport officiel de son voyage en Lithuanie, en 1803, remarque que les habitants de la Ruthénie-Blanche, sans en excepter les paysans, emploient dans les conversations la langue polonaise et que même les orthodoxes de la province de Grodno ne savent pas un mot de russe. A Kiew, de l'aveu même du Ministre de l'Instruction publique en 1806, „la langue polonaise est plus employée que le russe“.

Les gouverneurs des territoires annexés à la Russie lors du premier partage de la Pologne, durent se servir d'interprètes dans leurs relations avec les populations locales parce que personne ne parlait russe. Même après plusieurs dizaines d'années de domination les conditions n'avaient guère changé, à en croire le témoignage du voyageur russe Szizukin, parcourant en 1846 les environs de Witebsk et de Mohylev. Il se plaint de „l'habitude des indigènes de se considérer comme Polonais“. Et en vérité le peuple, malgré sa confession orthodoxe, ne se sent pas russe. Après avoir perdu en partie le sentiment d'appartenir à la Pologne, il est pour ainsi dire privé de conscience nationale, mais les plus éclairés l'entraînaient instinctivement vers la civilisation polonaise. Bien plus, par la force des traditions, le clergé orthodoxe lui-même conservait en son sein cette civilisation. A la maison, dans la famille, dans la société et même à la confession, il se servait de la langue polonaise. En 1863 le métropolitain orthodoxe, le fameux Siemiaszko, constatant dans une lettre confidentielle du Consistoire que dans tout l'évêché lithuanien, 30 ans auparavant, le clergé orthodoxe ne parlait que polonais et ignorait totalement le russe, interdisait catégoriquement aux popes l'emploi de la langue polonaise dans les prières, les églises et les relations familiales. A la même époque le journal chauvin de St. Pétersbourg „Dzien“ jetait l'anathème sur le clergé orthodoxe qui se servait du polonais „là, où, en vérité, il y avait eu autrefois une Pologne“, mais où il n'y a désormais que la Russie. De plus il réclamait du gouvernement un envoi important en Lithuanie de nourrices et de bonnes d'enfants Grandes-Russes pour dépoloniser radicalement ce pays. Tout en motivant largement et longuement la nécessité de russifier le Grand-Duché de Lithuanie, le gouvernement en affirmait néanmoins avec force son caractère russe. C'était une contradiction, mais le gouvernement russe n'était pas à une contradiction près.

Les instructions confidentielles données par Catherine II aux premiers gouverneurs des terres reprises à la Pologne sont sans doute les témoignages indirects les plus autorisés de la force de la civilisation polonaise en Lithuanie.

„Je désire ardemment—écrivait l'Impératrice—que ces terres, anciennement russes, soient russes non seulement de nom, mais de cœur et d'âme. Il faut user de tous les moyens pour les russifier“. On se hâta donc de leur donner un vernis de la civilisation russe en y envoyant des phalanges de fonctionnaires, en convertissant avec une cruauté inouïe les Uniates à l'orthodoxie et en ébranlant par tous les moyens l'influence de l'Eglise catholique. Ces efforts pour enlever aux provinces arrachées leur caractère polonais prirent une forme monstrueuse de vandalisme asiatique.

Aussitôt après les partages, on forma dans l'entourage du tsar un projet de „destruction par le feu“ de Vilno, comme ville polonaise, dont le petit-fils de Catherine II, le grand-duc Nicolas, par un jeu de mot trivial, disait une fois que c'était une „vilénie“.

Ne pouvant mettre la main sur toute la Pologne qui, selon les desseins de l'impératrice devait, comme un fruit mûr à point, être cueillie par la Russie, Catherine II fut obligée de résigner à l'idée de l'unification „chère à Pierre I“ et d'accepter le compromis du partage sur „des bases“ ethnographiques et militaires.

En même temps, pour justifier les prétendus droits de la Russie aux terres lithuano-ruthènes, l'Impératrice mit en avant une conception selon laquelle ces territoires qui „retournaient à leur mère, Moscou“ étaient russes depuis des siècles.

Dans la crainte d'un rétablissement possible de la Pologne par ses deux complices, Catherine s'assura contre une telle éventualité par un article, resté secret, du traité.

Les puissances copartageantes ont pris l'engagement suivant: „La nécessité d'abolir tout ce qui peut rappeler le souvenir de l'existence du Royaume de Pologne lorsque l'anéantissement de ce corps politique est effectué. Les Hautes Parties contractantes sont convenues, et s'engagent à ne jamais faire insérer dans leurs titres et respectivement pour les trois Cours la dénomination ou désignation cumulative de Royaume de Pologne qui demeurera dès à présent et pour toujours supprimé“.

Au fond, la Russie, n'a jamais renoncé à ses prétentions primitives de possession intégrale des terres polonaises. Déjà Souvorov ne voulait pas abandonner aux Prussiens Varsovie qu'il avait

prise, et Catherine pensait à reprendre Lvov aux Autrichiens.

L'édifice artificiel de la casuistique historico-juridique de la Russie n'avait aucun crédit auprès des contemporains. Pendant les négociations relatives au 3-ème partage, les prétentions de l'Impératrice à la Lithuanie se heurtèrent à la critique sévère du Ministre de Prusse Hartzberg, duquel l'Impératrice disait avec la distinction de langage qui lui était propre: "Cette pécule mérite d'être tancée d'importance, il n'a pas plus de connaissance en fait d'histoire que ma perruche". Il ne lui serait, certes, jamais venu à l'esprit que son propre petit-fils Constantin lui fera un jour le juste reproche de s'être livrée sur la Pologne à une violence infâme. „Il n'y a pas de Polonais de quel parti qu'il ne soit — écrivait le Grand Duc au tsar Nicolas I, en 1827 — qui ne soit persuadé de la vérité que leur pays a été spolié et non conquis par l'Impératrice Catherine durant les trois partages qui ont eu lieu durant la paix, sans déclaration de guerre, et en y ayant employé tous les moyens les plus honteux et qui auraient répugné à toute âme honnête. Le seul royaume de Pologne est sanctionné par les traités d'après une guerre et à la suite de la paix (1815). Ceci est senti par tout le monde. La conquête est le fruit de la victoire, pendant que la spoliation est un larcin honteux et qui, tôt ou tard retombe sur le spoliateur."

Quelle était la position politique de la Lithuanie ravie brutalement à la Pologne en face de ces tentatives... Quels étaient les sentiments et les aspirations que faisait naître dans le Gd Duché le démembrément de la Pologne... L'idée „d'unification" de Pierre I triomphait-elle et les liens de l'Union Jaguelliennienne se rompaient-ils... De la Lithuanie ne s'élevait-il vers la Pologne qu'un vain chant d'adieu....

Le malheur frappait la Pologne comme un coup de foudre. Le problème de son existence comme état suzerain se présentait devant la nation polonaise comme un remords douloureux et sanglant; l'avenir s'offrait sombre et mortifiant. Oh, la première séance de la Diète après le partage... Il y a un tableau de Matejko si déchirant pour les coeurs polonais¹⁾.

Tout Polonais a devant les yeux l'attitude affligée, écrasée, mais digne et fière de Reytan. Ce n'est plus un homme, c'est un symbole. L'intuition géniale de l'artiste a incarné dans cette

figure toute la grandeur de la douleur nationale qui faisait gémir le cœur et chavirer la raison. Reytan, „qui dans les temps les plus néfastes a su être un Polonais libre et honnête" se dresse comme le remords vivant de la conscience éveillée, pour jeter à la face de l'opresseur une protestation éclatante contre l'écartèlement du corps vivant de la nation. L'acte de Reytan réhabilite devant le monde et l'histoire cette génération amoindrie dans son impuissance; il prouve, que, si le ferment de la décomposition avait contaminé les couches supérieures, il n'avait du moins pas atteint tous les coeurs.

Mais il y a quelque chose de plus dans ce geste, quelque chose qui est comme le joyau précieux du trésor des peuples de la République, c'est le sceau d'immortalité apposé malgré le démembrément à l'Union sacrée qui avait su, par la sagesse des siècles et l'effort civilisateur de la Pologne, éléver un édifice d'Etat unique et homogène.

Devant la menace d'esclavage, les préventions et les dissents régionalisés disparurent. Les terres retirées de Nowogrodek, dont la noblesse offre un mélange d'éléments polonais, lithuaniens et blancs-ruthènes,—les Tuchanowicz, les Wolodzko et les Mickiewicz, les Czeczot et les Korsak, les Obuchowicz et les Rejtan — recommandaient à leurs députés de défendre jusqu'au bout l'intégrité du pays et ses droits foulés aux pieds par l'opresseur.

Qu'elle est belle la silhouette à la romaine du vieux Korsak, qui, envoyant son fils à la session de la Diète, lui donnait de fidèles serviteurs pour qu'ils surveillassent ses pas et qu'ils rapportassent à la famille la tête chère de l'enfant s'il venait à se déshonorer en trahissant la patrie. Et Reytan lui-même, de sang lithuanien par son père et ruthène par sa mère, n'est-il pas le type parfait du serviteur de la République qui unissait tous ses fils dans l'amour sacré d'une seule patrie. La Lithuanie toute entière s'est défendue par la bouche de Reytan contre l'attaque criminelle de Moscou et contre la rupture du lien avec la République.

A la fameuse séance de ce parlement déshonoré, sur ce seuil foulé par les sbires de la tzarine, la vision prophétique de toute l'infortune sanglante et des larmes amères de la Lithuanie des Mickiewicz, des Konarski, des Sierakowski, des Traugutt surgit dans le cerveau de Reytan.

Les forces physiques du député de Nowogrodek l'ont trahi mais sa protestation se dresse encore comme l'emblème d'une volonté de renaître et son testament a survécu et indiqué le chemin aux générations futures.

¹⁾ Le tableau mentionné, œuvre du célèbre peintre polonais Jean Matejko représente la scène de la première séance de la Diète de Varsovie en 1773, séance mémorable par la sublime protestation contre les partages de la Pologne déposée par le député de Lithuanie Reytan.

La Lithuanie s'est jointe à la Pologne pour lutter contre le démembrément. „Nous n'avons plus que l'ardent désir de nous délivrer du joug dégradant, nous préférons l'honneur d'une mort glorieuse à la honte d'une vie d'esclaves. Donc, aussi longtemps que cette vie privée de tout sens par la force brutale restera la nôtre, aussi long temps que la nature affermira nos forces, par le droit que nous avons de nous défendre, par l'amour de Dieu et de la Patrie, par l'amour de la foi et de la liberté, par le lien du sang fraternel — nous nous unirons, nous nous grouperons, nous nous resserrerons sous l'autorité de notre République“.— Ces paroles, écho des anciens actes de l'Union, sont la profession de foi des Confédérés du Bar*) qui, sous le commandement de Pac et des Bohusz, cherchaient dans leur propre sang le baptême de leur patriotisme polonais, ont été confirmées par l'attitude virile des députés lithuaniens à la séance de partage de la Diète de Varsovie.

En même Temps „pour l'entretien et l'accroissement des lumières nationales“ la Commission d'Education, due à l'initiative des Chreptowicz, Poczubut et Niemcewicz, travaillait activement à la renaissance. C'est dans ce travail que la vie intellectuelle de la Lithuanie d'après les partages puisait sa force vitale. La génération de la Grande-Diète qui a renoué le lien fraternel de la Lithuanie et de la Pologne dans la concorde et la tolérance mutuelle, a été le fruit de ce germe fertile.

Cependant l'animosité ancienne du Grand-Duché de Lithuanie pour la République Royale subsistait, attisée intentionnellement par la main puissante de l'Impératrice. Sous l'influence d'une puissante pression physique suintait lentement le poison des antagonismes politiques, tiré des vieilles sources du séparatisme primitif et jaloux dont s'inspirait l'ancienne Lithuanie envers la riche République. Ce séparatisme anachronique était dressé adroitement entre la nouvelle Lithuanie étranglée par l'oppression russe et la Pologne écartelée par le même ennemi.

Parallèlement à ces tendances séparatistes, l'accord profond et inné existant entre les deux nations se manifeste à maintes reprises par une réaction spontanée. A l'époque de la Diète de 4 ans, le désir de régler les rapports lithuano-polonais dans le sens d'une union la plus étroite trouve son expression dans les discours des députés patriotes ainsi que dans la littérature politique, affirmant que „les pays lithuaniens c'est

de la terre polonaise et que tout ce que possède la Pologne est propriété commune de la noblesse lithuanienne et de celle de la République“.

Ce sentiment de solide union devant „fondre les peuples lithuaniens et polonais en une masse tellement compacte, que par sa cohésion elle soit en mesure de faire face aux embûches et aux mesures astucieuses“ apparaît également dans la coopération des bourgeois de Vilno et Varsovie pour l'élaboration des lois municipales. Il se révèle volontairement dans l'empressement de la noblesse lithuanienne à s'inscrire dans le Livre de la Bourgeoisie de Varsovie et se manifeste enfin, le 20 Octobre 1791, dans l'accueil que les Députés de la République font au projet lithuanien sur les „garanties mutuelles des deux nations“ ainsi que dans l'enthousiasme presque général avec lequel les résolutions du 3 Mai ont été accueillies en Lithuanie, jusque dans ses coins les plus reculés. (Sur les 34 députés du G-d Duché à la Diète, 3 seulement, ceux de Rosiny, de Troki et de Eyszyce prirent une attitude hostile envers la Constitution).

„J'ai trouvé — écrit l'évêque Massalski de Vilno le 5 Mars 1792—les choses politiques dans une nouvelle posture, qui ne laisse de me surprendre Toute la Province lithuanienne se réjouit des résolutions votées le 3 Mai, presque toute elle les a jurées. L'aversion pour Moscou et l'espérance d'une vie paisible dans l'avenir l'ont amenée à cet acte“.

La noblesse et la bourgeoisie anoblie, côté à côté s'empressèrent à la défense de la Constitution, de l'intégrité et de l'indépendance de la République menacée par les armées russes. Les paysans même, de Samogitie et de Lithuanie accoururent sous les drapeaux polonais; les témoignages contemporains parlent avec éloges de ces luttes et de la sympathie que portèrent ces paysans à la Pologne.

„Tu ne peux croire, Gracieux Maître, — écrit le Général Zabiello au roi,— avec quel empressement les soldats d'ici sont partis pour la guerre; avec quelle ardeur et quelle tendresse pour la Patrie; chacun d'eux serait heureux de racheter la liberté au prix de son sang innocent en repoussant l'ennemi cruel; chacun est parti avec la détermination de s'offrir“...

Beaucoup d'offrandes en nature et en argent furent déposées sur l'autel de la Patrie. Les femmes ne manquèrent pas dans les rangs des volontaires, telle Madame Wollowicz, dont l'héroïsme oublié devait revivre plus tard dans les coeurs virils des Plater, Roszanowicz, Tomaszew-ska et de tant d'autres qui, pendant les jours sombres de l'insurrection de Janvier et de la

*) Bar — petite ville en Lithuanie où, en 1768, a été formée une Confédération irrédentiste.

guerre actuelle ont fait à la liberté des sacrifices sublimes.

Il est vrai que les efforts lithuaniens demeurent sans résultat pendant la campagne de 1792, avortée grâce à la honteuse trahison prussienne, mais la fraternité scellée de sang se manifesta encore en d'autres occasions. Les députés lithuaniens: Louis Chodzko, Antoine Suchodolski lancèrent, des bancs de la Diète réunie à Grodno, l'appel désespéré de la Patrie en danger, joint au cri de ralliement de Reytan „*Salva integritate Republicae*“. Mais le plus haut degré de vertu civique fut atteint par Kimbor, qui, loin de regretter le fils qu'il avait perdu au service du pays, disait: „*Je ne pouvais mieux le sacrifier qu'à la Patrie et à la Liberté*“. Combien elles sonnent noblement dans leur digne tristesse les paroles du Staroste de Nowogrodek, Thaddée Czacki, devant la catastrophe nationale: „*Je vais chercher un allègement à mes chagrins civiques dans une humble demeure. Plus que certain que la main de l'opresseur ne me laisse que le choix d'une pauvreté vertueuse je garde cependant en mon cœur l'espoir d'unir ma joie au bonheur du pays quand les temps de l'Indépendance polonaise viendront; et si le destin me refuse une Patrie libre, je garderai ses droits sacrés en mon cœur et je les transmettrai à mes descendants pour qu'ils les honorent et pour que le désir du retour de la liberté ne s'éteigne jamais en eux*“.

C'est, tout à la fois, un commandement et un programme d'action observé fidèlement par toutes les générations posthumes à la République. Mais cette tristesse compréhensible des âmes faibles n'affaiblit pas les derniers efforts de Kościuszko. Enflammés par l'exemple de Cracovie et de Varsovie les habitants de la Samogitie et de Vilno s'élancèrent aux armes et même les contrées lointaines de Minsk où la vigilance patriotique ne s'est jamais assoupie se mirent en marche. La capitale lithuanienne en jetant le mot d'ordre „*parlez au peuple le langage de ses aspirations naturelles*“ devance dans la compréhension de cette question sociale le programme et les directives de Kościuszko dressant une masse puissante de citoyens libres.

Les deux capitales fraternisaient alors en la personne de leurs présidents. „*Citoyen et cher collègue, écrivait le président de la ville de Vilno, Antoine Tyzenhaus au président de la ville de Varsovie, Ignace Zakrzewski, pour les mêmes motifs je désire atteindre le même but que vous. La Lithuanie qui s'honore d'être le berceau et la*

patrie de Thaddée Kościuszko, inspirée par l'exemple de vertu et de courage de ses frères de la Couronne fera tous ses efforts pour être digne de tels frères et de tels compatriotes“.

L'insurrection lithuanienne embrassa une étenue considérable, les insurgés firent irruption dans les terres conquises par la Russie; ils plantèrent leur drapeau en Courlande, prirent Libava et investirent Dynebourg. Les recrues étaient foule, les paysans affluaient dans les rangs des insurgés. Le héros de Raclawice (Kościuszko) était très populaire parmi les paysans lithuaniens et blanc-ruthènes. „*Il aurait conquis le monde entier si les seigneurs l'avaient écouté*“ — disaient ils: Ses exploits étaient célébrés en vers simples évoquant la grande figure du Chef si ardemment aimé, si lointain et pourtant si près des coeurs.

Bien des batailles et des escarmouches eurent lieu, les insurgés coupèrent aux ennemis la route de la Pologne, les empêchèrent de jeter le gros de leurs forces sur Varsovie. Ils rendirent donc de très grands services à l'insurrection. Mais le plus important fut l'effet moral produit par le soulèvement lithuanien. Les forces jusqu'alors intactes se réveillèrent au contact des idées généreuses.

L'âme du peuple se purifia et s'aguerrit par un baptême de sang et se montra extraordinairement forte, honnête et dévouée. Une compréhension claire et entière de la nécessité d'agir se dégagea. En vérité il y eut bien, en 1794 en Lithuanie, quelques divergences quant à la conception des buts à atteindre et surtout des moyens insurrectionnels à employer, mais, dès les premiers moments, l'insurrection lithuanienne prit un caractère nettement polonais. La Lithuanie a inscrit dans le livre d'or de ceux qui ont bien mérité de la patrie, des défenseurs infatigables de son indivisibilité, une longue liste de noms et notamment: les trois Grabowski, les deux Prozor, Meyen, Wawrzecki, Tyzenhaus, Giedroyć, Jean Tyszkiewicz, Pociej, Michel Ogiński, Narbut, les deux Korsak, Woytkiewicz, Nagurski, le tartare Azulewicz, et tant d'autres. Et combien de héros anonymes étaient fils des villes et des villages lithuaniens; combien parmi eux étaient des gueux, des „*sans-culottes*“ qui ne parlaient que des patois locaux et allaient en sabots. L'union de la Lithuanie et de la Pologne fut une fois de plus affirmée d'une façon la plus éclatante par ces luttes communes, et consolidée par le sang de la jeunesse lithuanienne offert généreusement pour la défense des remparts de Varsovie.

(à suivre).

Les tendances politico-économiques de l'Ukraine.

Il s'agit ici de l'Ukraine en deça et au delà du Dniepr, car plus se développent intensivement les forces productives sur chacune des deux rives du fleuve, plus ces rives s'unifient politiquement, effaçant à mesure que s'effectue ce développement toutes les différences de races et de culture qui s'y sont accusées au cours des siècles, par suite des destinées différentes des peuples qui les habitaient. Mais là n'est pas la question, nous n'avons pas tant en vue d'étudier un phénomène ayant une importance locale, qui conquiert une importance toujours croissante à l'intérieur des territoires ukrainiens, qu'une certaine tendance décisive dans les rapports de l'Ukraine avec le monde hors de ses frontières. Vers quoi penche ce pays au point de vue économique? Est-ce vers le nord? Est-ce vers le sud, l'ouest ou enfin vers l'est? C'est de cela en effet que dépendent les tendances politiques. C'est sur ce penchant exclusivement que la Pologne peut régler ses futures relations avec l'Ukraine. Afin de résoudre ce problème, il faut d'abord éliminer l'Ukraine économique de l'ensemble économique de la Russie. C'est ce que nous allons faire.

Bilan commercial de la Russie (en millions de roubles):¹⁾.

Année	Exportation	Importation	Excédent
1900	716,4	662,4	99,0
1901	761,6	593,4	168,2
1905	1077,3	635,1	442,2
1906	1094,9	800,7	294,2
1907	1053,0	847,4	205,6
1908	998,3	912,7	85,6
1909	1427,7	906,3	521,4
1910	1443,1	1084,4	364,7
1911	1591,4	1161,7	429,7

Les chiffres ci-dessus concernent le commerce extérieur de la Russie, se faisant par toutes ses frontières, aussi bien maritimes que terrestres.

Toutefois par les frontières asiatiques ne s'opèrent que des transactions fort restreintes, tandis que les frontières européennes jouent le rôle principal. Au cours d'une période de cinq années, celle de 1907 — 1911 par exemple, la valeur globale des importations et des exportations russes effectuées par la frontière européenne se montait en moyenne à 2083,7 mil-

lions de roubles annuellement, alors que la valeur des importations et des exportations effectuées par la frontière d'Asie au cours de la même période atteignait à peine en moyenne — 201,7 millions par an, soit dix fois moins¹⁾.

Se basant sur ces données nous pouvons constater deux phénomènes:

a) l'extension du commerce extérieur de la Russie et l'accroissement toujours plus accentué des exportations au détriment des importations.

b) le centre de gravité de ce commerce se trouve en Europe.

Le bilan du commerce extérieur de la Russie était donc actif. Il devait nécessairement l'être, étant donné le niveau très bas de l'exploitation économique, et la faible tension de l'énergie et du travail de ses habitants. Alors que certains pays, l'Angleterre par exemple, ou l'Allemagne, augmentaient avant la guerre leurs richesses nationales par un travail intense, en transformant les matières premières et les produits mi-manufacturés d'autres contrées, ou encore comme le faisait la France en plaçant ses capitaux à l'étranger, la Russie couvrait la plupart des besoins de l'état, les intérêts de ses immenses dettes publiques, de celles des communes, des chemins de fer, etc. par l'excédent de son exportation. Ne possédant pas, non seulement pour exporter, mais pour faire face à ses propres besoins une quantité suffisante de travail organisé et discipliné, et tout au contraire, absorbant en des proportions monstrueuses le travail et les capitaux étrangers — la Russie devait les payer en exportant ses richesses naturelles. A mesure que grandissaient les dépenses de l'état, et surtout celles qui lui étaient imposées en tant que grande puissance, la Russie se voyait forcée d'accroître son exportation afin d'obtenir l'excédent indispensable dans ces conditions.

Le mouvement commercial de la Russie d'Europe avec l'étranger était dirigé par trois voies:

- 1) par la Mer Noire et les Détroits,
- 2) par la mer Baltique,
- 3) par la frontière occidentale terrestre.

¹⁾ Zapiska Ministra finansow k'rospisi na god 1914 (II-me partie). D'après notre tableau la moyenne serait de 2285,2 millions de roubles. Cette différence provient de ce que dans le projet de budget du ministre de finances il est tenu compte des métaux précieux, tandis que nous ne les avons pas pris en considération.

¹⁾ Obzor wniesznoj targowli Rossiji za rok 1913.

Avant la guerre la mer Blanche ne jouait qu'un rôle tout secondaire.

Comme le fait ressortir le tableau statistique ci-dessous, c'est le commerce extérieur par la mer Noire qui est le plus considérable.

Exportation et importation par la mer Noire (en millions de roubles).

Année	Exportation	Importation	Excédent
1900	256,1	83,6	172,5
1901	290,8	91,8	199,0
1902	384,8	82,6	302,2
1903	455,9	79,5	376,4
1904	456,3	78,9	377,4
1905	451,3	76,4	374,9
1906	420,2	85,1	335,1
1907	428,8	82,0	346,8
1908	382,8	74,3	308,5
1909	628,2	74,5	553,7
1910	627,7	84,3	543,4
1911	531,0	96,9	534,1

Que conclure? Si nous comparons l'excédent du bilan commercial général de la Russie avec celui de son commerce par la mer Noire, nous verrons que le premier s'est élevé en douze ans à 3537,2 millions de roubles, et le second à 4424,0 millions. En d'autres termes, le bilan général du commerce extérieur de la Russie, dans la période susmentionnée, sans le commerce effectué par la mer Noire, se chiffrait au lieu de 3537,2 millions de roubles, à — 886,8 millions.

Nous avons déjà dit que le centre de gravité des relations commerciales de la Russie avec l'étranger se trouvait en Europe, et maintenant, d'après ce qui précède, nous constatons que toute la vie économique de la Russie avant la guerre dépendait en premier lieu de l'exportation, et, secondement, de l'exportation par la mer Noire, sans laquelle son bilan commercial se fût soldé par un passif.

Les données statistiques que nous venons de reproduire mettent donc en relief le rôle primordial du commerce par la mer Noire dans la vie économique russe. Mais la mer Noire n'était pas seulement d'une importance capitale pour le commerce extérieur, elle l'était aussi pour le commerce intérieur, et cette importance ne faisait que devenir de jour en jour plus marquée. C'est ce que va nous montrer le tableau suivant:

Mouvement commercial entre la Mer Noire et les autres mers russes (en millions de roubles).

Année	Exportation par la mer Noire aux ports de:			
	la Baltique	l'Océan Pacifique	la mer Blanche	Total
1907	26,2	13,2	0,8	40,2
1908	27,3	6,2	0,4	33,9
1909	32,3	11,1	1,2	44,6
1910	38,0	18,2	0,3	56,5
1911	45,4	23,8	0,8	70,0

On peut ici suivre l'extension des exportations par les ports de la mer Noire par rapport à ceux des autres mers russes des régions non méridionales de la Russie, ayant pour objet de les approvisionner en certains articles.

Eh bien, ces faits qui attestent la dépendance absolue dans laquelle se trouve la Russie économique vis à vis de la mer Noire et des détroits, jettent une vive lumière sur les rapports politiques de la société, et du gouvernement russe avec le reste du monde, avant la guerre et même pendant la guerre. Cette dépendance, M. Mitrofanow, professeur à l'université de Moscou, propriétaire foncier dans le gouvernement de Saratow, l'a nettement formulée en 1914, dans une lettre adressée à Hans Delbrück dont il avait autrefois suivi les leçons à l'université de Berlin.

..... La question balkanique — écrit Mitrofanow — n'est pas pour la Russie une guerre de luxe, ni rêve aventureux de slavophilie, sa solution est incontestablement une nécessité économique et politique de l'état. Tout le budget russe est basé sur l'exportation. Le passif du bilan commercial signifie la banqueroute du Trésor public, car la Russie ne serait pas en état de payer les énormes intérêts de ses dettes étrangères. Or, deux tiers de l'exportation s'opèrent par les ports méridionaux, puis par les deux détroits turcs. Ce débouché fermé, le commerce russe cesse, et de là des conséquences économiques incalculables: c'est ce que la dernière guerre italo-turque a amplement démontré... Tout état étranger qui s'oppose à ces tendances est eo ipso un état ennemi..."

Plus d'un noble savant, plus d'un poète slavophile ne saurait croire combien la popularité de ses conceptions et de ses idéals avant et au début de la guerre, dépendait des plus et des moins métaphysiques inscrits à côté des chiffres non moins métaphysiques, des chiffres si secs et si abstraits du bilan du commerce extérieur russe. Est-ce par pur hasard, ou plutôt est-ce comme conséquence d'un concours de causes effectives que, du moment où l'excédent de l'exportation russe passa tout à coup de 308,5 millions de roubles en 1908 à 553,7 millions en 1909, et non

seulement se maintint à ce niveau dans les années suivantes, mais s'améliora encore, que l'agitation slavophile redoubla d'intensité et de vigueur.

L'homme ne s'aperçoit pas comment dans sa psychique s'accomplissent des transformations sous l'influence de phénomènes extérieurs, combien ces phénomènes influent les idées et les conceptions des sociétés entières et poussent les imaginations vers la solidarité la plus grande possible avec les tendances pratiques régnant à un moment donné dans cette société.. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

Une question s'impose: quelle zone économique de la Russie antirévolutionnaire fut la déterminante de cet essor du commerce extérieur avec un bilan actif?

La réponse qu'on y donnera nous apprendra en même temps, quelle est celle de ses provinces à laquelle la Russie attachait la plus grande importance politique. Avant d'essayer de formuler cette réponse, voyons quels sont les articles qu'exporte la Russie, quelle en est la nature.

D'après la statistique officielle russe, l'exportation générale par les ports de la Russie méridionale s'éleva en 1911 à 760,1 millions de pouds dont 592,1 millions de céréales, 45,9 de produits pétroliers, 38,9 de minerai de fer, 37,0 de minerai de manganèse,—ensemble 713,9 millions de pouds; c'est à dire que 93% de l'exportation globale sont constitués par des produits bon marché, destinés à la consommation en masse*). Toutefois c'est l'exportation des céréales qui tient le premier rang et compte pour 77,9% dans le total de l'exportation méridionale.

Mais avant de pousser plus loin notre étude, il convient de faire une remarque. Dans les tableaux statistiques que nous avons insérés dans notre travail, le rapide accroissement du commerce extérieur russe se chiffre en roubles. On pourrait par conséquent supposer que cette valeur de l'exportation ne s'était accrue qu'en raison de la hausse des prix des objets exportés, et non de celle de leur poids ou de leur capacité. La question est d'une importance primordiale, surtout dans le problème qui nous occupe où la technique de l'exportation entraîne après elle de lointaines conséquences économiques et politiques. Il ne sera donc pas superflu de présenter cette exportation en poids.

Exportation russe en millions de pouds.		
Année	Par la mer Noire	Par toutes les frontières russes.
1900	327,1	535,9
1901	386,7	582,5
1909	639,1	880,0
1910	742,7	994,5

Comme on le voit, pendant ces onze années le poids des marchandises exportées s'est aussi notablement accru. Mais ce qu'il faut avant tout remarquer, c'est que la différence entre la quantité des marchandises exportées en 1910 et la quantité de 1900 se monte, pour le commerce par toutes les frontières, y compris la mer Noire, à 458,6 millions de pouds, dont 415,6 millions pour le commerce par la mer Noire. D'où il résulte que dans les onze années, alors que l'exportation par la mer Noire s'accroissait de 415,6 millions de pouds, celle qui avait lieu par toutes les autres frontières terrestres et maritimes de la Russie acquérait à peine une plus value de 30 millions de pouds. Celà concorde d'ailleurs pleinement avec le fait, que nous avons signalé plus haut, à savoir que le bilan du commerce international de la Russie, déduction faite de l'exportation par la mer Noire, pendant cette période de 11 années, au lieu d'accuser un actif de 3537,2 millions de roubles, se solderait par un passif de 8868 millions.

Mais revenons au point principal de notre étude, à l'exportation des céréales qui tiennent une place tout à fait prépondérante dans le commerce mondial de la Russie. Elle constitue 77,9% de l'exportation totale par les ports de la mer Noire, c'est à dire la plus grosse part de l'exportation méridionale, et par rapport à la quantité totale des céréales exportées de Russie elle se présente comme suit:

Exportation des céréales en millions de pouds		
Année	Par toutes les frontières de la Russie	Par la mer Noire
1900	420,2	220,1
1901	466,6	280,7
1902	579,7	416,2
1903	652,0	501,7
1904	648,8	473,8
1905	697,5	473,9
1906	590,8	438,4
1907	470,4	371,4
1908	404,9	311,5
1909	761,9	545,4
1910	848,6	625,7
Total	6541,4	4658,8

*) Ce chiffre de 93% de l'exportation de la production en masse est aussi approximativement exact pour les années antérieures à 1911.

Par conséquent, 71,2% de l'exportation globale de céréales russes se sont effectuées par la mer Noire.

Pourquoi la Russie ne transfère-t-elle pas le centre de gravité de son expansion en Asie? Voici ce que, la seconde année de la guerre, Miloukow répondit à cette question: „Lorsque notre industrie sera parvenue à un tel point d'activité productrice, que nous pourrons écouter nos produits dans l'Inde et même plus loin dans l'Extrême-Orient, il est évident que le Golfe Persique nous sera fort utile. Mais en attendant il s'agit pour nous de vendre notre blé en Italie et en France, et à cet effet Constantinople nous est nécessaire. Il nous est parfaitement égal que tel ou tel soit maître du Canal de Suez, mais nous ne pourrons nous délivrer de la pression du serpent allemand qu'en possédant Constantinople. Si, dans cette guerre, nous ne parvenons pas à atteindre ce but, nous devrons dans quelques années reprendre les armes“. Voilà, franchement et nettement formulée, l'essence même du néoslavisme russe d'avant-guerre.

D'ailleurs, toute politique qui veut être conséquente doit être l'émanation de la composition des forces économiques d'un pays donné.

Toutefois, ce n'était là qu'un commencement, les effets du processus de la transformation des campagnes russes, issue des grandes réformes agraires opérées à la suite de la révolution de

1905, se manifestaient encore avec timidité. Tout restait encore *in statu nascendi*.

Mais dès lors, on pouvait remarquer un subit et rapide accroissement des besoins de machines agricoles, de semences de meilleure qualité, d'engrais artificiels: dès lors, prirent un vif essor les cercles agricoles etc.

Les dépenses de l'Office Foncier central russe doublèrent presque en l'espace de cinq années et passèrent de 71 millions de roubles en 1909 à 135 millions en 1913. Les travaux de cette institution consistaient principalement à remembrer, à arrondir la petite propriété paysanne, morcelée en ce qu'on appelait des „échiquiers“, et en même temps à coloniser les terres en friche, autrement dit, à créer des conditions favorables à une intense production agricole, laquelle évidemment aurait pour résultat infaillible une exportation grandement accrue de blé sur le marché mondial.

Le blé est un produit obtenu en masse et bon marché. La seule voie d'exportation, permettant de soutenir la concurrence sur les marchés du monde, est la voie maritime qui, elle aussi, est la moins coûteuse. Il est par conséquent évident que l'Ukraine ayant un facile accès aux ports de la mer Noire voisine, et obligée d'exporter son blé, fera usage des voies maritimes. C'est, du reste, ce que va confirmer le tableau suivant:

EXPORTATION DES CEREALES EN MILLIONS DE POUDS.

Année	Froment		Seigle		Orge		Avoine		Maïs	
	M. Noire	Russie								
1881	57,9	82,3	7,8	39,3	18,2	26,1	1,2	39,2	12,4	15,8
1882	86,3	128,3	12,0	51,3	20,2	34,4	2,3	56,4	15,5	18,5
1883	82,2	141,2	20,7	69,8	34,3	50,1	2,6	60,3	11,1	13,0
1909	252,7	314,5	22,6	35,5	208,5	219,3	15,3	74,7	35,8	41,1
1910	311,9	374,6	35,2	40,5	235,1	244,7	8,0	83,9	24,0	27,4

Comme on le sait, la superficie ensemencée de froment dont la culture au nord et au centre de la Russie est insignifiante, comprend dans certains gouvernements de l'Ukraine la bonne moitié des terres emblayées. L'Ukraine est donc la partie la plus intéressée à l'exportation du blé.

Il en est tout autrement pour le seigle. Tandis que dans le gouvernement de Cherson il ne couvre que 5% des terres ensemencées, dans ceux de Wodzimierz et de Kazan il en occupe 50%. L'exportation de cette céréale intéresserait donc tout particulièrement la Grande Russie, mais elle la

consomme à peu près entièrement sur place. Comme on le voit dans le tableau ci-dessus l'exportation du froment a augmenté de 1883 à 1909 de 173 millions de pouds, alors que celle du seigle diminuait pendant la même période de 34 millions de pouds. Il est encore à observer que l'exportation du seigle est en baisse par les autres frontières russes en général, tandis qu'elle est en hausse de 2 millions de pouds par celles de la mer Noire. Si nous prenons ici en considération ce que nous avons constaté plus haut touchant la connexion entre le bon marché de

la production en masse et le bon marché du transport, nous conclurons que tout le stock de seigle, exporté à l'étranger par la mer Noire, était également de provenance ukrainienne.

L'orge est surtout cultivée en grand dans le nord et dans l'extrême sud de la Russie, mais bien entendu, ce n'est que la production méridionale, pour la plupart ukrainienne, qui s'écoule par la mer Noire.

Dans les régions du sud on récolte très peu d'avoine, et l'exportation de cette céréale est plutôt en décroissance.

Le maïs au contraire est essentiellement un produit des terres méridionales. L'exportation de cette céréale à l'étranger par la mer Noire atteint le 87% de l'exportation totale russe.

La question des détroits était donc indissolublement unie à celle du développement économique de la Russie méridionale en général et en particulier de l'Ukraine. C'est d'ailleurs ce dont se rendait bien compte toute la jeune bourgeoisie russe.

Dans un article sur les grands problèmes de la Russie, Pierre Struve, au mois de Janvier 1908, écrivait ce qui suit:

„La politique de la Russie, en tant que grande puissance, ne devrait pas être une invention de

politiciens réactionnaires ou d'amiraux ambitieux (allusion à la guerre russo-japonaise), mais le fruit du travail libre et discipliné du peuple. Dans la dernière époque de „l'extension“ en Extrême-Orient, nous n'avons maintenu la vie économique de notre midi qu'en partie et seulement en rapport avec nos entreprises en Extrême-Orient. C'est tout le contraire qui aurait dû avoir lieu. Notre midi devrait rayonner sur toute la Russie par ses richesses, par son ardeur au travail. Du littoral de la mer Noire nous devrions économiquement mettre notre emprise sur nos possessions de l'Océan Pacifique“.

C'est dans cet esprit, c'est dans l'esprit de réalisation de l'idée ukrainienne et non de l'idée grand-russe qu'ont travaillé Izwolski, Sazonow, Nicolas Nicolajewicz, l'état-major général russe, bref la Russie toute entière.

„Des millions d'hectares de terre russe, aujourd'hui improductive — écrit Krywoszein dans un mémoire publié en 1913 — non seulement aux extrêmes confins du pays, mais même dans les meilleures contrées de la „terre noire“ de la Russie d'Europe, pourraient revivre“.

Lorsqu'ils seront revenus à vie, la question des détroits à son tour redeviendra actuelle pour l'Ukraine.

W. Schmidt.



La destruction des vestiges de la civilisation polonaise dans les territoires de l'est de l'ancienne République Polonaise.

Avec la Belgique et le nord de la France, la Pologne est le pays qui a le plus souffert de la guerre mondiale.

Les armées russe, allemande, autrichienne la dévastèrent successivement; un grand nombre d'églises, villes, villages et châteaux furent transformés en des monceaux de ruines.

Cette destruction ne fut pas occasionnée par les opérations militaires. Le plus souvent elle fut l'œuvre de le soldatesque barbare saccageant et détruisant tout, sans aucune nécessité, pour l'unique satisfaction de ses instincts sauvages.

Les territoires de l'est qui furent pendant plus de deux ans le théâtre de la guerre russo-allemande ont été les plus éprouvés. La première

œuvre de destruction exécutée avec plan fut celle qu'accomplirent les troupes russes en été 1915, lors de la retraite qui survint à la suite de l'offensive dirigée par le maréchal Mackensen.

L'armée russe, qui avait reçu de ses chefs l'ordre de tout détruire, dévastait en effet tout sur son passage. Les Russes alléguèrent comme justification des nécessités stratégiques. La population fut emmenée de force, les villes et villages furent incendiés.

C'est ainsi que furent dévastés: une grande partie de la Galicie, toute la région—est de l'ex-Royaume du Congrès, une partie des confins orientaux de la Pologne jusqu'à la ligne dite „Ligne des tranchées allemandes“. Environ deux

millions de Polonais furent emmenés de force. Beaucoup d'entre eux, dans leur long pélerinage à travers l'immense Russie, souffrant le froid et la faim, privés de tous les moyens d'existence succombèrent. Ceux qui ont survécu à ces nombreuses privations subirent les atrocités de la révolution et beaucoup trouvèrent une fin misérable dans les prisons bolchéviques. Une infime partie seulement put rejoindre la terre polonaise.

Après les dévastations motivées par des "nécessités stratégiques" vint le tour des ravages des confins orientaux de la Pologne, occasionnés par la révolution bolchévique.

La lutte contre les classes possédantes fut invoquée pour servir de motif à ces destructions.

La Russie s'est toujours ingénierie à détruire tout ce qui était marqué par un caractère élevé, tout ce qui portait une empreinte de la civilisation occidentale.

La révolution russe fut une rude épreuve pour nos confins qu'elle appauvrit non seulement économiquement, mais auxquels elle causa avant tout des pertes irréparables dans le domaine de l'art et de la science. Les efforts civilisateurs polonais de plusieurs siècles furent anéantis presque d'un seul coup. Les monuments dont l'architecture présentait souvent un grand intérêt, les musées, les archives et bibliothèques furent réduits en cendres. Il est difficile, pour l'instant, de donner des chiffres tout-à-fait exacts, aucune statistique officielle n'ayant jusqu'à présent été établie, mais il est certain que, si une statistique pareille paraissait un jour, l'Europe serait stupéfaite du degré de civilisation atteint sur ces territoires par la civilisation polonaise.

Nous ne voulons pas abuser de la patience des lecteurs par l'énumération de multiples localités, églises, châteaux, objets d'art et vestiges de la civilisation détruits tout d'abord par la guerre, ensuite par la révolution. Du reste, cette énumération ne servirait pas à grand chose, car à côté de noms historiques comme ceux de Mlynów, Slawuta, Dubno (voir les illustrations), Biala Cerkiew, Peczara, Antoniny, Wisniowiec, Mosarz et autres qui ont été détruits, il faudrait donner le catalogue des galeries de tableaux, des musées, des archives et des bibliothèques, souvent d'une valeur inappréciable qui s'y trouvèrent et qui subirent un sort identique. Il faudrait en outre mentionner des centaines de vieilles maisons de campagne, comme celle de Touchanowicze (distr. de Nowogrodek), avec son musée d'Adam Mickiewicz et autres propriétés moins importantes que celles que nous venons de citer, mais qui—elles aussi—étaient des foyers d'art et de civilisation. De beaucoup il ne reste pas même de

traces pouvant indiquer leur emplacement, comme par ex. à Telechany (district de Pinsk) localité célèbre jadis par une manufacture de porcelaine et de produits céramiques. Ensuite nous aurions à énumérer les églises qui, non plus, ne furent pas épargnées, comme par ex. la vieille église de Horodyszcze (distr. de Pinsk) appartenant jadis au couvent des Bernardins (le couvent fut fermé par le gouvernement russe en 1864), l'église de Lubieszow (le même distr.) élevée définitivement en 1762 après 17 années de travail, qui contenait des célèbres fresques du père Luc Hubet; l'église d'Ostaszyn (district de Nowogrodek) dont nous donnons des photographies prises avant et après le bombardement, les églises de Dryssa (départ. de Witebsk), de Holuby, et bien, bien d'autres.

Enfin des dizaines de villes et de bourgs furent réduits en ruine. Des riches collections d'art, des archives et bibliothèques il ne resta que ce qui fut transporté dans les villes et caché dans des caves et autres lieux abrités. Tout le reste périt dans l'incendie ou fut pillé, mais même ce qui resta permet de se faire une idée approximative des trésors perdus à jamais pour la civilisation. Le nombre par ex. des objets d'art provenant des collections polonaises, rassemblés à Kiew par crainte des progromes s'élève à des dizaines de milliers. Rien que le nombre des tableaux de grande valeur se monte à plus de deux mille. Il s'y trouve parmi ces tableaux des œuvres de maîtres tels que Rubens, Rembrandt et autres. Et ce n'est pourtant qu'une infime partie de tous ces objets d'art qui se trouvaient en Podolie et en Ukraine, et qui furent, comme nous l'avons dit, entièrement détruits. Un certain nombre gît encore parmi les ruines des châteaux. En 1918, lors de la prise de Minsk par les bolchéviks, tous les châteaux et manoirs de la Ruthénie Blanche furent mis à sac. Cependant le nombre des objets d'art qui ont été trouvés après le pillage des maisons polonaises était encore si considérable, qu'amassés, grâce au travail plein de dévouement de quelques personnes de bon-vouloir, dans un musée provisoire à Minsk, ces objets—tableaux, meubles, cristaux, porcelaines, estampes, bronzes etc.—formèrent une collection d'une si haute valeur qu'aucune des capitales de l'Europe ne la dédaignerait. Les photographies qui figurent en tête de notre revue et qui furent prises après la réoccupation de Minsk par les troupes polonaises ne donnent qu'une faible idée de la beauté et de la valeur de ce musée.

Dans les territoires des confins orientaux, ainsi que dans une partie de l'ex—Royaume du congrès et de la Galicie, les Russes enlevèrent des églises

au cours des années 1915 et 1916 et empotèrent avec eux plus de 28000 cloches. Ils les réunirent à Tula, Nijnij Nowgorod, Saratow, Ufa et autres villes. Une partie de ces cloches, précieux souvenirs historiques datant souvent du XIV, et XV-me siècle, fut employée malgré leur grande valeur artistique, à des fabrications de guerre. Beaucoup de cloches ont été détruites sans but précis, celles qui furent épargnées — se trouvent jusqu'à nos jours dans des villes lointaines de la Russie. Au moment où la Belgique protestait contre la barbarie allemande, contre la destruction de la bibliothèque et du musée de Liège, au moment où la France exprimait son indignation à cause du bombardement de la cathédrale de Reims, la Pologne était contrainte d'assister en silence à l'oeuvre de destruction accomplie sur l'étendue de dizaines de mille de kil. carr de son territoire.

Sous peu, la France et la Belgique verront leurs provinces dévastées recouvrer leur prospérité d'avant-guerre.

La situation dans l'est polonais n'est pas la même, les pertes y sont irréparables. Les résultats acquis par le labeur acharné des siècles y furent annihilés, et ce n'est qu'un travail assidu de nombreuses générations à venir qui pourra peut — être les compenser en partie. Il ne faut pas oublier en effet, que l'expansion polonaise vers l'est n'était pas une expansion annexioniste et militaire, mais fut toujours guidée par le désir ardent de propager la civilisation.

Depuis le XIV-e siècle, époque où la Lithuanie s'unit librement à la Pologne, cette dernière devient l'unique facteur de la civilisation occidentale dans l'est européen.

D'abord les seigneuries et les cloîtres, puis les villes dont le développement progresse rapidement, sont les foyers de la civilisation. C'est un point caractéristique que l'architecture dans les confins orientaux de la Pologne et même au-delà des frontières polonaises de 1772, porte l'empreinte des styles occidentaux et tranche nettement avec le goût byzantin de Moscou.

La civilisation et l'influence polonaises pénètrent si profondément la vie intellectuelle des confins orientaux, que cette partie de l'ancienne République Polonaise, plus jeune que les autres, devient vite aussi avancée. De nombreuses écoles y sont fondées et de nombreux livres polonais, latins, ruthènes sont imprimés dans ces nouveaux centres de la civilisation latine. En 1572 est fondée l'université à Vilno.

Le développement des arts suit le bien-être matériel, marquant les besoins d'une vie toujours

plus intense. Il prend surtout son essor à partir du XVII-e siècle.

L'impression des gravures, la fabrication des objets d'art en métal et les travaux d'orfèvrerie se développent dans différentes villes.

Au début du XVIII-me siècle Sluck, Nieswiez, Korzec et d'autres localités deviennent célèbres par la fabrication de ceintures lamées d'or et d'argent. L'industrie textile se développe également. Les plus beaux spécimens de la tapisserie polonaise que nous connaissons ont été fabriqués dans les ateliers du comte Potocki, en Volhynie, et dans les manufactures de Tyzenhaus à Grodno. Les usines de verreries de Waliboki et d'Urzecze fabriquent des cristaux qui pourraient soutenir une comparaison honorable avec les cristaux de France (voir les photographies ci-dessus). La porcelaine de Korzec et de Baranowka acquiert une renommée bien méritée. Les fabriques de porcelaine et de céramique de Telechany, de Kraslaw et de Grodno sont moins connues.

Vers la fin du XVIII-me siècle et au début du XIX-me, nos confins orientaux deviennent le berceau des deux écoles de peinture: l'une connue sous le nom de l'école de Vilno (les peintres: Rustem, Smuglewicz, Damel, Wankowicz et autres), l'autre ayant son centre à Krzemieniec en Volhynie (les peintres Pitchman, Kaniewski etc.).

Les Russes mirent fin au développement de la civilisation, de l'industrie et des arts. Ils s'acharnèrent tout d'abord contre les centres de la vie intellectuelle, contre les usines et les ateliers, en entravant leur activité. Mais ces mesures ne leur paraissant pas encore suffisantes ils continuèrent de détruire toutes les œuvres sur lesquelles ils ont pu mettre la main.

Après cent cinquante ans de lente agonie de la civilisation polonaise sur les terres asservies à la Russie, la révolution bolchéviste vintachever l'oeuvre de destruction, poursuivie systématiquement par le tzarisme. Mais si les tzars confisquaient les propriétés et les châteaux, s'emparaient des églises catholiques et des cloîtres pour en faire des églises orthodoxes, s'ils s'appropriaient des musées et des bibliothèques qu'ils expédiaient ensuite soit à Moscou, soit à Saint-Petersbourg (c'est ainsi que vers la fin du XVIII-e siècle, la célèbre bibliothèque des Zaluski fut transportée de Varsovie à Petersbourg, et les arras du roi de Pologne, Stanislas Auguste, au palais de Carskie Siolo); s'ils se servaient des galeries de tableaux, pillées en Pologne, pour en former des musées russes, que, par la suite, le monde entier admirait pour leurs richesses,—la barbarie des Trotzki et des Lénine détruit tout sur place.

Le but de ces deux méthodes est le même, la forme seule diffère.

Dans les temps actuels où le matérialisme régit le monde, il est peut-être opportun de rappeler que la valeur et la force vitale d'une nation ne dépendent pas uniquement de son bien-être matériel, mais aussi et surtout de son patrimoine intellectuel.

Ce principe ne fut point étranger à la Pologne. Nous sommes profondément convaincus que l'Europe Occidentale partage aussi ce point de vue. Les articles du traité de Versailles, où la France et la Belgique exigent la restitution par les Allemands de toutes les œuvres d'art volées, en est la meilleure preuve. Ceux qui présidèrent à la rédaction de ces articles furent guidés certainement moins par le désir de recouvrir les pertes matérielles, que par le sentiment de piété nationale.

Les pertes ci-dessus mentionnées, subies par la Pologne s'élèvent à des milliards de francs, mais elles sont bien plus sensibles encore au point de vue national et intellectuel. Elles désunirent en effet les liens de la tradition et détruisirent les forces vitales de la nation.

Quant la Pologne remportait des victoires, la civilisation occidentale progressait et gagnait en influence dans de nouveaux pays, quand la Pologne tomba, la civilisation s'arrêta devant la poussée moscovite.

Aujourd'hui la Pologne ressuscitée se lève de nouveau parmi ses décombres et ses ruines pour reprendre sa mission civilisatrice et pour défendre la cause de l'idéal commun à tous les peuples occidentaux.

Georges Salski.



Le général Zeligowski à Vilno.

Le 9 octobre, le Commandement en chef des armées polonaises porta à la connaissance du public que, la veille, c'est-à-dire le 8 octobre à 5 h. de l'après-midi, la division lithuano-blanc-ruthène est spontanément entrée à Vilno. Ce communiqué était suivi de la dépêche adressée au Commandement supérieur par le général Zeligowski, chef de cette division: „Les terres de Grodno et de Lida—écrit le général Zeligowski dans sa proclamation aux troupes—délivrées après tant de sacrifices des sauvages hordes bolchévistes, et Vilno, devant lequel l'Entente alliée avec la Pologne arrêta les armées polonaises, furent adjugés aux Lithuaniens en vertu du traité lithuano-bolchéviste conclu sans le moindre concours des habitants du pays. Une commission de l'Entente siégeant à Suvalki, veut décider de leur sort, sans avoir même demandé l'avis de la population. Nous ne pouvons y consentir. Les armes en mains nous défendrons le droit de décider librement de notre sort“. Dans la dépêche adressée au commandement des troupes polonaises, le général ajoute: „Dans l'impossibilité d'agir à l'encontre de ma conscience, à l'encontre du sentiment de mes devoirs de citoyen, c'est avec regret que je de-

mande à être déchargé de mes fonctions et du commandement de mon groupe. Elevés dans la discipline et fidèles à l'idée de délivrer leur patrie, les chefs et soldats, mes subordonnés, obéissent à mes ordres“.

Ce mouvement, tout spontané, des soldats qui, depuis les premiers jours de 1919, luttent pour la délivrance de leur terre nationale, a eu pour cause immédiate les vexations et violences auxquelles se sont livrés les soldats lithuaniens sur la population polonaise, et qui ces derniers temps devinrent de plus en plus scandaleuses. Ce fait, étant parvenu à la connaissance de la division lithuano-blanc-ruthène, y provoqua une telle indignation que les troupes résolurent de marcher immédiatement sur Vilno. C'est ce que confirme le communiqué du 10 octobre de l'Etat-major des armées polonaises, dans lequel il est dit que „l'action du général Zeligowski a été déterminée par l'exaspération des officiers et des soldats originaires de la région de Vilno et de celle de Grodno, à la nouvelle qu'à Vilno leurs familles, et en général la population polonaise, étaient en butte à des persécutions et à des représailles de la part des autorités lithuaniennes“.

Quiconque connaît — ne fût-ce que superficiellement — les rapports ethnographiques dans la contrée de Vilno et de Grodno ne sera nullement surpris par cette action témoignant du profond sentiment patriotique dont sont animés les soldats de la division du général Zeligowski. Les Lithuaniens, dans les territoires qui devaient être attribués à la Lithuanie, ne forment qu'une infime partie de la population globale, tandis que la population polonaise s'y monte à près de 80%. En ce qui concerne les chiffres, nous renvoyons nos lecteurs à l'article „A propos de la frontière lithuano-bolchéviste“ dans la chronique du N. 1 de notre revue.

Rien donc de plus naturel que ce mouvement de réaction des jeunes gens enrôlés sous les étendards de la division lithuano-blanc-ruthène qui venaient de verser leur sang à Radzymin, aux faubourgs de Varsovie et qui, avec douleur, se sont vus forcés d'enfreindre la sévère discipline militaire et de se faire „rebelles“ pour voler au secours de leur terre nationale. Leur secours a été efficace et cette terre est libérée.

Nous comprenons aussi le général Zeligowski, un des meilleurs chefs de l'armée polonaise, dont la traversée avec ses troupes de tout le sud de la Russie en 1919 et la défense des troupes françaises lors de leur retraite d'Odessa sont bien connues de l'Europe occidentale.

Provisoirement, en vertu du premier ordre en date du 10 octobre du général Zeligowski, le pays délivré prit le nom de „Lithuanie Centrale“. Le même jour, après que les Lithuaniens ont été expulsés de la ville, un gouvernement provisoire y fut constitué sous le nom de „Commission Provisoire Gouvernementale de la Lithuanie Centrale“. M. M. Leon Bobicki, Witold Abramowicz, Théophile Szopa, Mieczyslas Engel et Alexandre Zasztowt en font partie.

Le premier ordre du jour du général Zeligowski annonce en outre la convocation d'une diète constituante „qui seule aura qualité pour décider du sort de ces territoires“. De plus, le général, d'un commun accord avec la Commission Provisoire, vient d'envoyer au gouvernement lithuanien une dépêche dans laquelle il affirme que la Lithuanie Centrale ne veut pas de guerre avec la Lithuanie de Kovno et qu'elle est toute disposée à entrer en pourparlers avec cette dernière.

En même temps, il faisait parvenir au gouvernement polonais, aux gouvernements de l'Entente et à la Ligue des Nations des télégrammes dont nous donnons le texte ci-dessous.

En tous cas il est évident que la Pologne ne peut rester indifférente envers cette action, dictée

par le désespoir de la population de la région de Vilno. Cette population a le même droit que tous les autres peuples de décider librement de son sort. L'exercice de ce droit incontestable, proclamé hautement il y a deux ans, par le président Wilson fut garanti aux habitants des régions libérées par la proclamation du chef de l'état polonais, le maréchal Piłsudski en date du 21 avril 1919. Cette promesse solennelle ne peut pas être foulée aux pieds. Nous croyons fermement à ce que le droit de l'auto-décision sera de même reconnu à la population de la Lithuanie centrale par les grandes démocraties de l'occident.

* * *

NOTE DU GENERAL ZELIGOWSKI AU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POLONAISE.

Le 8 octobre, les troupes, originaires des territoires accordés au gouvernement de Kovno par le traité lithuano-bolchévik du 12 juillet 1920, ont traversé la ligne de combat de l'armée polonaise. Le général Zeligowski a pris le commandement en Chef de ces troupes. L'administration civile est exercée, d'accord avec le général Zeligowski, par la Commission provisoire de la Lithuanie Centrale, composée d'éléments locaux politiques et sociaux.

Les territoires constituant la Lithuanie Centrale, reconnus au gouvernement de Kovno par le traité du 12 juillet, ont été rendus à ce gouvernement par la Russie des Soviets, contrairement à la volonté des habitants.

Ces territoires sont habités en majorité par la population polonaise, se concentrant autour de Vilno polonais.

Des milliers de volontaires de ces territoires combattaient pour leur liberté depuis deux ans sous les étendards de la République Polonaise contre l'envahissement russe. Combattant dans les rangs de l'armée polonaise, ils étaient convaincus qu'ils défendaient en même temps leur sol et leur Vilno.

Aujourd'hui, cependant, la Pologne, gênée par le traité conclu avec l'Entente, ne peut exécuter les obligations contenues dans l'appel de Joseph Piłsudski du 21 avril 1919.

Ne voulant laisser leur pays sous l'autorité illégalement constituée du gouvernement de Kovno, coopérant avec la Russie des Soviets, les soldats de ce pays, sur l'ordre du général Zeligowski, ont dépassé la ligne de combat pour retourner dans leur pays comme ses maîtres légaux.

Cette démarche ne signifie pas la guerre avec les voisins. Elle tend seulement à décider du sort du pays, conformément à la volonté de la population.

Portant ce fait à la connaissance du Gouvernement Polonais, la Commission gouvernante provisoire, la Lithuanie Centrale demande au Gouvernement de la République polonaise de reconnaître et de respecter les autorités, déléguées par la Commission sur la partie des territoires de la Lithuanie Centrale occupée par les troupes polonaises.

La Commission gouvernante provisoire nourrit l'espoir que la République Polonaise appuiera efficacement la question de la libre disposition de la population de la Lithuanie Centrale et aidera à surmonter les difficultés qui s'élèveront à propos de la juste solution de cette cause.

La Commission gouvernant provisoirement ne doute aucunement qu'au nom de la fraternité d'armes, les troupes polonaises restant sur les terrains d'opérations actuels ne découvriront pas, de ce côté, nos frontières orientales. La Commission gouvernant provisoirement la Lithuanie propose au Gouvernement de la République Polonaise de fixer la date et le lieu de rencontre des délégués de deux parties pour discuter en détails les questions ci-dessus.

Le 9 octobre 1920.

(m. p.) Lucien Zeligowski général et Commandant. Pour la Commission Provisoire Gouvernementale: Witold Abramowicz, Léon Bobicki, Mieczyslaw Engel, Théophile Szopa, Alexandre Zasztowt.

NOTE DU GENERAL ZELIGOWSKI AUX GOUVERNEMENTS ALLIES, A TOUS LES GOUVERNEMENTS EUROPEENS ET A LA LIGUE DES NATIONS.

Le 8 Octobre 1920 les troupes du Gén. Zeligowski, malgré les ordres du Haut Commandement des Armées polonaises, passèrent la ligne du front et entrèrent à Vilno. Le Gén. Zeligowski se mit en tête des troupes composées de citoyens de la Lithuanie Centrale qui, par le traité conclu entre le gouvernement lithuanien de Kovno et les Soviets, le 2 Juillet 1920, fut cédée à l'Etat lithuanien. Le Général Zeligowski constitua, avec le concours des associations et des partis politiques du pays, un gouvernement provisoire pour organiser les pouvoirs civils sur les territoires de la Lithuanie Centrale. Agissant au nom de la population du pays, le gouvernement provisoire ne désire la guerre avec aucun de ses voisins. Au contraire, il voudrait que toutes les questions litigieuses soient réglées à l'amiable; il ne peut pourtant pas reconnaître le régime gouvernemental imposé à la Lithuanie Centrale par le gouvernement de Kovno qui a été formé exclusivement des éléments nationalistes lithuaniens et sans le moindre concours des citoyens de la Lithuanie Centrale, où la population lithuanienne n'est qu'une infime minorité.

Le gouvernement provisoire considère comme son devoir d'assurer à la population du pays la liberté de décider de son sort en convoquant à Vilno, par la voie du suffrage universel, une Assemblée Constituante.

(signé) *Général Zeligowski*
Commandant en Chef.

Pour la Commission Provisoire Gouvernementale: (—) Witold Abramowicz, Léon Bobicki, Mieczyslaw Engel, Théophile Szopa, Alexandre Zasztowt.

PROCLAMATION DE LA COMMISSION GOUVERNEMENTALE A LA POPULATION DE LA LITHUANIE CENTRALE.

„Compatriotes! Notre ennemi séculaire s'est emparé de notre terre, pour y introduire le sanglant régime bolchévik. N'ayant pu sous la pression des armées valeureuses de Pologne la conserver, l'ennemi a conclu un arrangement avec le gouvernement de Kovno et lui a livré notre pays sans nous demander si nous voulons passer sous son autorité, et si nous désirons avoir un gouvernement lithuanien; on a disposé de nous sans nous avoir demandé notre avis, on nous a donnés au gouvernement de Kovno, pour couper le chemin aux armées polonaises serrant de près les bolchéviks.

Compatriotes! nous ne pouvons pas permettre que notre pays soit traité comme une marchandise, comme un meuble,

ou que le gouvernement lithuanien, en dépit de notre volonté, reçoive cette terre de l'ennemi de notre patrie, en échange des services qu'il lui a rendus pendant sa lutte avec la Pologne. Nous ne voulons pas de guerre avec le gouvernement lithuanien, nous désirons ardemment de vivre en bon accord et bonne intelligence avec le peuple lithuanien, cependant nous ne pouvons pas permettre que le gouvernement lithuanien reçoive, malgré notre volonté, le pouvoir sur la ville polonaise de Vilno des mains de l'ennemi séculaire de la Lithuanie et de la Pologne.

La Pologne, en délivrant notre pays de l'esclavage bolchévik, en Avril 1919 a proclamé par la voix du Chef de l'Etat Joseph Piłsudski, nos droits à décider librement du sort de notre pays conformément à nos aspirations et à nos besoins; aujourd'hui l'arrangement lithuano - bolchévik nous prive de ce droit sacré. A bas cet arrangement infâme! Nous ne reconnaîtrons jamais ces marchandages! Ne pouvant obtenir l'aide de la Rép. Polonaise liée par des accords avec la coalition des puissances occidentales, ne pouvant obtenir la justice par voie internationale à cause de l'ignorance de l'Occident en ce qui touche aux questions de l'Est, nous prenons nous-mêmes les armes, pour briser les chaînes que l'oppression étrangère nous impose. Selon notre volonté, selon les besoins réels de notre population nous déciderons du sort de notre pays, nous établirons nous-mêmes la forme de gouvernement qui nous convient et déterminerons les relations que nous désirons avoir avec la Pologne et le gouvernement de Kovno.

Compatriotes! Nous vous appelons à la défense de la liberté de nos terres. Que le sang versé par nos concitoyens pour la défense de la liberté sous les étendards de la République Polonaise n'ait pas coulé en vain! que l'action commencée soit terminée. En créant en accord avec les autorités militaires et les éléments politiques locaux la Commission Gouvernante Provisoire sur les terres assignées irrégulièrement au Gouvernement de Kovno par les bolchéviks, nous nous donnons à tâche d'appeler à Vilno des représentants du pays qui, au nom de toute la population, se prononceront selon leur volonté entièrement libre et décideront du sort futur du pays.

Nous garantissons à tous les habitants, sans distinction de nationalité et de confession, une égalité parfaite devant la loi. Vive la Patrie libre! Que l'aube d'une paix équitable resplendisse sur notre terre tourmentée et maltraitée.

(signé) *Général Zeligowski*
Commandant en Chef.

Pour la Commission Provisoire Gouvernementale: (—) Witold Abramowicz, Léon Bobicki, Mieczyslaw Engel, Théophile Szopa, Alexandre Zasztowt.

LA DECLARATION DU GOUVERNEMENT POLONAIS AU SUJET DE LA QUESTION DE VILNO.

La question de Vilno a été discutée à la Diète. Le président des Ministres, M. Witos, interpellé à ce sujet pendant la séance du 14 octobre a fait les déclarations suivantes:

Le gouvernement polonais comprend les sentiments qui ont animé les officiers et les soldats de la division de Lithuanie et Blanche Russie, commandée par le général Zeligowski, auxquels, après 2 ans de guerre pour l'indépendance de leur patrie, l'entrée de Vilno, cité si chère à tout cœur polonais, a été interdite. Mais, d'autre part le gouvernement polonais réprouve sévèrement leur acte qu'il juge contraire aux devoirs du soldat et à la discipline militaire.

Les autorités polonaises ne pouvant tolérer cet acte, feront une enquête approfondie à ce sujet.

Le gouvernement de Vilno est représenté par la „Commission gouvernante de la Lithuanie Centrale”. Cette Commission a déclaré d'une part au gouvernement polonais que la population de la ville et de toute la région de Vilno serait libre de décider elle-même de son sort, et demande d'autre part l'aide et l'appui du gouvernement polonais contre l'invasion de ses territoires, venant de l'est. Elle réclame en même temps l'envoi d'une délégation à Vilno, chargée d'entamer des pourparlers.

Le gouvernement polonais a toujours désiré que la population de la région de Vilno décidât elle-même de son sort; celle-ci s'étant déjà prononcée en faveur de la Pologne, la République considérait ces territoires comme lui appartenant.

tenant. La Pologne toutefois n'aurait pas employé les moyens qui ont été adoptés par la Commission Gouvernante.

Pour envoyer la délégation à Vilno, la Pologne doit avoir les garanties que la Commission Gouvernante ne s'opposera pas à ce que la population de la région de Vilno se prononce librement en faveur de l'une ou de l'autre nation.

Les craintes de la Commission Gouvernante de la Lithuanie Centrale au sujet de l'attaque de la région de Vilno ne nous paraissent pas fondées, les armées polonaises se trouvant dans la région située à l'est de Vilno. Néanmoins la Pologne protestera énergiquement contre toute intervention militaire sur les territoires de la région de Vilno considérant cette intervention comme une violation de la libre décision de la population de ces territoires.



REVUE POLITIQUE.

Les négociations de paix à Riga.

Dans la dernière semaine de Septembre, la délégation bolchéviste nous fit toute une série de surprises diplomatiques. Il en a été déjà parlé dans le 1^{er} numéro de l'„Est Polonais” et nous ne faisons que les rappeler ici. La première fut la lecture donnée par M. Joffe à la séance du 24 Sept. de la déclaration du Comité Central Exécutif Pan-russe, déclaration extrêmement pacifique et conciliante mais n'ayant qu'un seul but: faire retomber sur la Pologne, aux yeux de l'Occident, toute la responsabilité de la guerre. Ce but n'a pas été atteint, car à la même séance il apparut que la déclaration polonaise présentait des propositions de paix beaucoup plus concrètes et plus claires (nous l'avons reproduite dans le précédent numéro de notre revue) tandis que d'autre part celle du Comité Central — en dehors de ses phrases pompeuses en vue d'influencer l'étranger — était loin d'exprimer les intentions réelles des bolchéviks. En effet, lorsque, à la suite de ces deux déclarations, les commissions se mirent à l'œuvre, la délégation des Soviets leur soumit un projet de traité préliminaire qui ne différait guère des thèses soutenues à Minsk. Dans ce projet (du 28 Septembre 1920) contenant 17 articles il est question d'un référendum en Galicie Orientale; d'une frontière polono-russe (ou plutôt d'une frontière polono-blanc-ruthène et ukrainienne) qui par endroits est encore moins favorable pour nous que la ligne du 8 décembre, et de la reconnaissance des fictives républiques soviétiques de la Ruthénie Blanche et de l'Ukraine.

Ces propositions, accueillies avec une indignation fort compréhensible par l'opinion publique polonaise, furent, bien entendu, rejetées par la délégation. Le 4 Octobre, après une interruption relativement prolongée, à la séance de la Commission principale, M. le Sous-secrétaire d'Etat Dąbski, président de la Délégation, résumant la déclaration polonaise, fit remarquer que les trois déclarations russes (celles du Comité Central Exécutif Panrusse, de M. Joffe et le

projet de traité) diffèrent en ce qui concerne les questions essentielles, et avant tout ne concordent aucunement avec la déclaration polonaise que la délégation russe a expressément déclarée accueillir avec satisfaction. En outre, la déclaration russe est muette sur la question la plus grave, car elle s'abstient de fixer la ligne de démarcation; par contre elle exige la reconnaissance de l'indépendance de la Ruthénie Blanche et de l'Ukraine; elle soulève en plus une question purement intérieure polonaise, celle de la Galicie Orientale qui ne saurait être l'objet des débats de la Conférence. Comme l'a affirmé à plusieurs reprises la délégation, la Pologne reconnaît que les peuples ont le droit de décider de leur sort, mais d'autre part elle se refuse absolument à reconnaître des organisations d'Etat imposées par la force aux populations locales.

La Délégation russe exige que soit reconnue l'indépendance d'Etats qui, en réalité, sont sous la dépendance la plus étroite des Commissaires bolchéviks de Moscou, en dépit d'apparences d'indépendance. Cette manière de procéder du gouvernement des Soviets, n'est qu'un subterfuge pour masquer des visées conquérantes. Le gouvernement des Soviets a disposé des territoires de Vilno et de Grodno sans tenir aucun compte de la volonté de leurs habitants. C'est par un accord à intervenir entre la Lithuanie et la Pologne que sera réglé le sort de ces pays. Pour ces raisons, la délégation polonaise n'accepte pas la ligne frontière proposée par le gouvernement soviétique.

La déclaration précitée introduisait un revirement radical dans les négociations de paix. Les conditions qu'elle posait, se résument dans les points suivants:

1) La ligne frontière suivra le cours de Zbrucz — puis, courant à l'est et le long de la voie ferrée Rowno — Sarny — Luniniec, elle se dirigera vers la Dzisna et la frontière de la Lettonie.

2) L'indépendance de l'Ukraine et de la Ruthénie Blanche, sur les territoires restés du côté russe, sera en principe reconnue.

3) Chacune des deux parties s'engage à s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures de l'autre.

4) La Pologne sera exonérée de toute dette contractée par la Russie.

5) Tous les ressortissants polonais seront indemnisés de toutes leurs pertes de guerre.

6) Les archives et souvenirs historiques polonais seront restitués à la Pologne.

7) Toutes les machines, et tous les objets mobiliers emportés seront de même rendus.

8) La Pologne obtiendra une partie de l'or russe.

La déclaration polonaise et les travaux de la Commission principale eurent pour résultat que, le 5 Octobre, les présidents de deux délégations signèrent un protocole constatant qu'étant donné l'entente entre les deux parties, établie au cours des conférences, en ce qui regarde les points principaux des questions relatives aux préliminaires de paix et à l'armistice, ces préliminaires et cet armistice seront signés le vendredi 8 Octobre.

Néanmoins, malgré la bonne volonté des délégations, le samedi 9 Octobre, la Commission de rédaction, chargée de formuler les 15 articles du traité préliminaire, n'avait pas encore pu parvenir à mener sa tâche à bonne fin, des difficultés imprévues ayant surgi, qui retardèrent de quelques jours la conclusion définitive des travaux de la Conférence de Riga.



La Paix de Riga.

Le 12 Octobre à 6 h. 10 les délégués à la conférence de la paix se sont réunis en une séance solennelle, pendant laquelle la convention d'armistice et les préliminaires de paix ont été signés à 7 h. 10 après lecture du texte de ces conventions donnée en 3 langues (polonaise, russe et ukrainienne)."

Le texte ci-dessus constitue la teneur de la courte dépêche qui a répandu dans le monde entier la nouvelle désirée et attendue de l'imminence de la paix dans l'est de l'Europe.

Dans un discours tenu le 10 courant à Cracovie, M. Daszynski, vice-président du Conseil, s'est prononcé sur la paix de Riga comme il suit.

„La paix de Riga fortifie la Pologne et lui ouvre une énorme influence dans l'est, sur les bords de la Baltique, de même qu'envers l'Europe et les peuples du littoral de la Mer Noire. Les principes d'indépendance de la Ruthénie-Blanche et de l'Ukraine, exprimés dans le traité, ont été reconnus par la Pologne. La Finlande, l'Estonie et la Lettonie ont obtenu l'indépendance. La Lithuanie, subissant une influence dangereuse se retourne contre la Pologne. Sa politique férolement impérialiste est difficile à comprendre étant donné la rapport des forces en présence, mais là aussi le désir sincère de la Pologne de vivre en bon voisinage, la tradition d'une amitié ancienne, le manque d'intérêts contradictoires auront sans nul doute raison de l'animosité lithuanienne et amèneront une amélioration des relations mutuelles. La Pologne est ainsi sortie de la guerre mondiale, comme état indépendant, viable et capable d'un travail créateur".



Le général Wrangel et l'Entente

Outre la victoire de l'armée polonaise sur le front est et les troubles qui éclatent dans toute la Russie, les succès remportés par Wrangel sur le front sud entrent pour une grande part dans l'empressement que montra la délégation russe à signer l'armistice. Au cours des derniers mois, la fortune des armes fut favorable au général Wrangel, qui de plus en plus aspire au gouvernement de la Russie.

Cependant, ce succès, il le doit en grande partie d'abord à l'offensive bolchéviste en Pologne, ensuite à la contre-offensive polonaise. Pourra-t-il aujourd'hui faire face aux Bolchéviks, quand ceux-ci, ayant libéré une partie de leurs troupes au front polonais, les jetteront sur le front sud? Cela dépendra des alliés qu'il réussira à trouver. Aussi les cherche-t-il avec ardeur et non sans résultat. Si, il y a quelques semaines encore, le gouvernement français ne montrait pas beaucoup d'empressement à apporter une aide active au général Wrangel, et se borna à reconnaître son gouvernement, (ce qui d'ailleurs n'a pas eu d'autre conséquence que de souligner l'attitude irréductiblement hostile du gouvernement français, envers les Soviets), aujourd'hui c'est un fait avéré que des officiers français et même des officiers anglais attendent à Constantinople le moment propice pour rejoindre les rangs de l'armée „reconstituant la Russie".

Bien certainement, ces préparatifs sont le présage d'une participation plus effective des puissances occidentales à l'action de Wrangel et marquent le commencement d'une nouvelle période pendant laquelle la reconstitution de la 3.-ème Russie sera de nouveau à l'ordre du jour.



Le groupe de Savinkov et le général Wrangel.

Le groupe d'émigrés russes qui ont formé en Pologne un „Comité Russe" sous la présidence de M. Boris Savinkov se subordonna politiquement ces jours derniers au général Wrangel.

Dans la déclaration envoyée à ce sujet au général Wrangel, le „Comité Russe" de Varsovie fait bien le programme politique et social du gouvernement de la Russie du Sud, programme formulé dans une note du directeur du département des affaires étrangères du dit gouvernement, M. Struve, au gouvernement français. Toutefois, comme complément de ce programme, le Comité a mis en avant les principes suivants: 1) l'alliance de la Russie démocratique avec la Pologne est une condition indispensable de l'heureuse issue de la lutte contre les Soviets et de la renaissance de la Russie comme état constitutionnel; 2) en reconnaissant aux peuples allogènes de la Russie le droit de disposer librement de leur sort, ainsi qu'en acceptant le fait de l'indépendance des pays qui ont surgi des ruines de la Russie tsariste, le Comité déclare que les relations entre ces pays et la nouvelle Russie démocratique ne peuvent être réglées à la main armée, mais par la voie des accords librement conclus et ayant force de loi; 3) la reconnaissance du principe que la terre appartient à ceux qui la travaillent; 4) le futur régime politique de la Russie sera déterminé par une assemblée constituante élue par le suffrage universel, direct et secret de toute la population de la Russie; 5) la renaissance et reconstruction de la Russie aura lieu par la voie d'établisse-

ment de l'ordre légal et la création des institutions d'état sur le territoire libéré des bolchéviks; 6) la Russie reconstruite devra renoncer aux représailles politiques; les armées victorieuses apportent au peuple russe la tranquillité, l'ordre et la sécurité.

La subordination formelle du Comité russe de Varsovie ne remonte qu'à quelques jours, mais Boris Savinkov a déclaré dès son arrivée à Varsovie qu'il voit en général Wrangel le créateur de la nouvelle Russie.

Cependant, c'est un fait incontestable que le programme politique et surtout social de M. Savinkov diffère beaucoup de celui du général Wrangel. M. Savinkov redoute que le gouvernement de Wrangel, malgré qu'il parle d'une réforme agraire largement conçue, deviendra très vite un repaire de la réaction, car de plus en plus il sert d'abri aux anciens fonctionnaires du tsar.

M. Savinkov a exprimé ses craintes dans un article de „Svoboda”, son organe politique. Après avoir approuvé le programme politique du directeur du département des affaires étrangères du gouvernement de la Russie du Sud, M. Savinkov s'inquiète de la présence dans l'entourage immédiat du général Wrangel des réactionnaires de marque et des anciens grands-maitres de police du tsar.

Et il faut reconnaître que les craintes de ce pionnier de la Russie démocratique sont on ne peut plus fondées.



Wrangel et Petloura.

Dans leur marche en avant, les armées du général Wrangel ont pris contact avec les troupes de l'ataman Machno agissant au point de vue politique en intelligence parfaite avec Petloura. Ce fait a tout naturellement nécessité la précipitation du règlement définitif des rapports entre l'Ukraine et Wrangel. En ce qui concerne le côté militaire du problème, les armées de Petloura ayant un front antibolchéviste commun avec Wrangel, une coopération stratégique s'est établie spontanément, sans aucune convention militaire spéciale. Le côté politique toutefois est plus complexe. L'ataman Petloura, malgré que des conventions ont été conclues entre les parties intéressées, ne peut se faire aucune illusion au sujet des intentions de Wrangel victorieux en ce qui concerne l'indépendance de l'Ukraine. Car il est hors de doute que le gouvernement du général Wrangel considérait comme une de ses tâches primordiales l'incorporation de l'Ukraine à l'Etat Moscovite. Néanmoins le danger bolchéviste accru par les résultats positifs des négociations polono-soviétistes, a dicté aux deux parties des mesures de conciliation. Les conditions de l'accord éventuel, formulées par le représentant de Wrangel, sont les suivantes: 1) Wrangel reconnaît l'indépendance de la République Populaire de l'Ukraine. 2) Les Ukrainiens enrôlés dans l'armée de Wrangel seront libérés et une armée ukrainienne, ne se mouvant que sur le territoire de l'Ukraine, en sera formée. 3) Une administration ukrainienne sera établie immédiatement sur les territoires occupés par Wrangel. 4) Sur les territoires ukrainiens la mobilisation ne sera pas ordonnée par Wrangel. Le gouvernement de la République Populaire de l'Ukraine s'engage à conclure la paix avec la Russie et à s'abstenir de toute immixion dans ses affaires intérieures.

Le général Wrangel, désirant faciliter l'entente avec l'ataman Petloura, a déclaré par l'intermédiaire de sa délégation, reconnaître l'indépendance de l'Ukraine et il a ré-

clamé l'envoi des fonctionnaires ukrainiens sur les territoires de l'Ukraine occupés par ses troupes.

De ce qui vient d'être dit, il résulte que le général Wrangel, non seulement fait une déclaration garantissant la reconnaissance de l'Ukraine indépendante, mais qu'il est enclin à donner des garanties solides en invitant les représentants de l'ataman Petloura, c'est à dire les seuls éléments poursuivant vraiment l'indépendance de l'Ukraine, à prendre en leurs mains l'administration des régions occupées par son armée.

Cependant, en réalité, la politique du gén. Wrangel n'est point aussi nette et franche qu'elle le semble au premier abord. La note ukrainienne adressée au gouvernement français en est la preuve. Le gouvernement ukrainien de Petloura fait mention dans cette note de ce que le gouvernement de la République Française a reconnu le gouvernement du général Wrangel, lequel a proclamé sa volonté de rétablir la Russie fédérative. Le gouvernement ukrainien se sent dans l'obligation d'attirer l'attention des facteurs compétents français sur le double jeu du général Wrangel. En même temps qu'il cherche à s'entendre avec le gouvernement de Petloura, le général fait venir sur les territoires occupés par ses armées un Comité National Ukrainien formé sous ses auspices. Ce comité, devant se rendre en Crimée pour y statuer sur le sort de l'Ukraine, se compose de gens comme Marcotun, ancien secrétaire ad personam de l'hetman Skoropadsky, et Mogilanski, serviteur fidèle de Hindenbourg; font aussi partie de ce corps représentatif les ex-ministres de Skoropadsky: Herbel et Kistiakowski, mandés spécialement à cette fin de Constantinople. Les faits ci-dessus définissent suffisamment le caractère de la politique ukrainienne de Wrangel. En appelant ces personnalités à assumer le rôle des représentants de l'Ukraine, le chef du gouvernement de la Russie du Sud a pour objet de persuader à l'Entente et aux Etats-Unis qu'il agit d'un commun accord avec les Ukrainiens, tandis qu'en réalité il ne fait que frayer le chemin à la politique russe-allemande comme l'a fait l'hetman Skoropadsky.

La diplomatie à la militaire du général Wrangel, négociant avec Petloura et groupant en même temps contre lui les éléments russophiles de l'Ukraine, a fini par inspirer des appréhensions à M. Savinkov, plus sincère en politique. M. Savinkov exprima ses craintes dans sa lettre adressée à Wrangel où il atteste que le concours de Markotun et des gens de son espèce dans la politique ukrainienne compromet la déclaration de Struve en date du 20 Juin et que la confiance accordée à ces personnages signifie un retour à la politique de Denikine, en ébranlant en même temps la foi de l'Europe en la sincérité des méthodes démocratiques appliquées envers l'Estonie et la Lettonie. Aussi, les méthodes diplomatiques du général Wrangel devraient-elles être pour l'ataman Petloura un avertissement sérieux.



La Pologne et la Lithuanie.

La note polonaise adressée le 22 Septembre au gouvernement lithuanien, constatant que la Lithuanie avait violé la neutralité dans la guerre polono-bolchéviste (Voir „l'Est Polonais” No. 1) signifiait en même temps au gouvernement de Kovno la rupture des relations diplomatiques et annonçait

que la Pologne en appelait aux armes. Les opérations militaires immédiatement entreprises ont en quelques jours considérablement amélioré la situation stratégique des troupes polonaises dans la région de Suwalki et dans celle de Grodno où, jusqu'alors, ces troupes avaient été constinuellement tenues en échec par l'armée lithuanienne. Toutefois ces opérations n'ont pas duré longtemps. Dès le 26 Septembre le gouvernement lithuanien proposait au gouvernement polonais un accord basé sur le maintien de la ligne de démarcation du 8 Décembre 1919.

De son côté le gouvernement polonais fit la proposition d'entamer des pourparlers le 29 Septembre à Suwalki où se rendraient sur le champs des délégués polonais. Conjointement, M. Léon Bourgeois, président du Conseil de la Société des Nations, dans une note identique du 24 Septembre, adressée aux gouvernements de Varsovie et de Kovno, annonçait que sous peu serait envoyée une commission spéciale mixte, composée d'officiers français, anglais, japonais et espagnols. La commission arriva à Suwalki le 3 Octobre. Le 7 Octobre prirent fin les pourparlers. On signa un armistice ainsi qu'une convention établissant une ligne de démarcation entre les deux armées. Cette ligne se confond au

nord avec celle du 8 Décembre, puis suit le cours du Niemen jusqu'à la rivière Uciecha, de là se dirige vers l'ouest par Orany et Ejszyszki sur Bastun au nord de Lida. On s'abstint de la déterminer plus loin, car au nord de la voie ferrée Lida — Molodeczno se trouvaient encore des troupes bolchévistes. La question devait être définitivement tranchée par un arrangement à intervenir plus tard. En même temps le gouvernement polonais déclarait catégoriquement qu'il considérait comme non avenu le traité lithuano-bolchéviste.

Le 9 Octobre le prince Sapieha, ministre des Affaires Etrangères de Pologne fit parvenir à Kovno une dépêche dans laquelle il proposait de prolonger la ligne de démarcation de Bastun à Swienciany par Oszmiana, ainsi que, conformément aux clauses b) et c), de la convention du 7 Octobre, d'entrer en pourparlers à Orany le 13 Octobre. La réponse du gouvernement lithuanien à ce sujet n'est pas encore arrivée, ce qui est dû sans doute à l'incident de Vilno. Par contre, le 14 du mois courant, une dépêche de Kovno est parvenue à Varsovie exprimant le consentement du Gouvernement de Kovno à ce que des pourparlers soient entamés pour l'échange des prisonniers de guerre.

À travers la presse polonaise.

Septembre 1920.

Avant la conférence de la paix à Riga.

Pendant tout le mois de septembre la presse a surtout agité une question: celle de la paix. Toutefois ce n'était plus sous la menace du désastre, et dans la crainte de l'anéantissement, mais bien sous l'impression des victoires continues de l'armée polonaise refoulant les troupes bolchévistes en déroute, que le gouvernement et la nation se préparaient à mettre fin à une lutte de deux années, sans modifier en rien leur immuable aspiration: une paix basée non sur la violence de la force, mais uniquement sur la justice et le droit.

La Pologne désire cette paix — écrit le „Kurjer Poranny” (2 septembre 1920) — ne fût-ce que parce qu'elle n'a pas voulu la guerre, et que jamais elle n'a eu l'intention d'aller à Moscou. La Pologne même ne désire pas tant la paix que la tranquillité. Elle doit avoir recours à toutes les méthodes en vue d'atteindre ce but. La plus simple de ces méthodes c'est de conclure la paix. Cette paix est entre les mains de la délégation qui partira pour les pays baltes et fera tout son possible afin de mettre un terme à l'effusion du sang. D'après ce que nous ont appris les négociations de Minsk, les membres de la délégation savent parfaitement se tirer d'affaire dans les subtiles discussions avec les casuistes russes. Nous avons la ferme confiance qu'ils s'acquitteront bien de leur tâche et que la paix qu'ils nous rapporteront sera non seulement acceptable, mais glorieuse. On peut avoir la certitude qu'ils ne se rendront pas en Lettonie ou en Estonie avec des formules surannées, mais avec la pensée de mettre le plus raisonnablement à profit les succès militaires. Non

seulement le gouvernement mais le pays doit leur laisser les coudées franches et leur accorder un large crédit”.

L'organe socialiste „Robotnik” (5 septembre 1920) exprime de même le radieux espoir que „l'incendie de la guerre va s'éteindre. L'envahisseur perfide a été rejeté à la frontière. Il semble se résigner à renoncer à la conquête de la Pologne qu'il voulait réunir à la „Russie régénérée”. Par conséquent c'est la paix”. Et le journal ajoute: „Notre avenir est dans la paix. La terre polonaise est comme un immense grenier, abondant en ressources et en trésors de tous genres qui pendant deux siècles a nourri les trois voisins copartageants. On l'a pillé, saccagé, sans pitié. Il n'est plus resté qu'un sol foulé par les pieds des chevaux, saturé de sang et de larmes, des murs nus et délabrés, des toits défoncés sous lesquels siffle le vent comme sur un cimetière; il n'est plus resté qu'un peuple martyrisé, maladif, sans muscles vigoureux, privé de sang pur et frais, sans cerveau créateur et sain.

Nous ne sommes qu'un squelette de cette nation autrefois si puissante et si heureuse qui, ayant recouvré son indépendance, ne peut reprendre ses forces, rétablir ses richesses, retrouver le bonheur et redevenir un des facteurs de la civilisation”.

L'Ukraine, la Ruthénie Blanche et la conférence de la paix.

Cependant la presse polonaise ne se dissimule pas que les négociations de paix avec les bolchéviques se heurtent à de graves difficultés dont, sans aucun doute, la solution dépendra de la situation politique et stratégique générale, et par con-

séquent demandera beaucoup de temps. Ces difficultés se sont nettement accusées dès avant le départ pour Riga de la délégation, surtout dans la question de la participation aux conférences de l'Ukraine soviétique.

„La dernière dépêche au prince Sapieha — lit-on dans le „Naród” du 5 septembre — par laquelle les gouvernements soviétistes de la Russie et de l'Ukraine acceptent Riga comme lieu des prochains pourparlers, fixe clairement le caractère de ces pourparlers. Ils doivent avoir lieu avec la participation des deux gouvernements soviétistes de la Russie et de l'Ukraine.

C'est l'attitude indécise prise à Minsk par la délégation polonaise dans la question des rapports avec l'Ukraine soviétique qui a inspiré à Tchitchérine la pensée audacieuse d'imposer à la Pologne des négociations de paix avec l'Ukraine, laquelle non seulement n'est pas en guerre avec la Pologne, mais, tout au contraire, s'est alliée à elle pour repousser l'invasion bolchéviste. Cette question se posera plus nettement à Riga, si la délégation polonaise se rend dans cette ville en donnant suite à la dernière dépêche de Tchitchérine et de Rakowski.

Pour entrer en pourparlers, elle devra être munie de pleins pouvoirs à l'effet de traiter avec les deux gouvernements, russe et ukrainien. La situation qui en résulterait ne manquerait pas d'originalité: on verrait dans la lutte contre les armées de la Russie soviétique, l'armée polonaise agir de concert avec celle de l'Ukraine, et simultanément, la délégation russe, de concert avec celle de l'Ukraine, négocier avec la délégation polonaise. Bref, un phénomène inouï qui ne peut se produire qu'à la faveur du chaos qui règne actuellement".

Le même journal dans un autre article intitulé „A la veille des pourparlers de paix”, ajoute ce qui suit:

„La paix dans l'orient de l'Europe ne sera stable, qu'à la condition d'avoir pour base le principe de l'affranchissement des peuples, soustraits à jamais à la menace de l'impérialisme russe. La Pologne ne saurait être en sûreté qu'en ayant de bons rapports avec les nations qui l'entourent, qu'en prêtant appui à la cause de la liberté de la Lithuanie, de la Ruthénie-Blanche et de l'Ukraine. Nous ne pouvons pas admettre que la République soit immédiatement l'antithèse d'un état russe embrassant dans ses frontières ne fût-ce qu'une partie des territoires de l'ancienne République polonaise.

Mettre à l'ordre du jour la question de l'indépendance de l'Ukraine (c'est ce qu'a fait le commandant Pilsudski) était un grand acte politique, dont la portée était considérable, en premier lieu pour l'indépendance même de la Pologne.

Cet acte, nous ne pouvons l'annuler, nous ne pouvons consentir à ce qu'on en fasse honneur aux commissaires soviétistes, quand, ouvertement en cette circonstance, ils jouent une comédie effrontée".

Le „Robotnik” exprime une opinion semblable:

„Il ne sera pas superflu ni déplacé de rappeler aujourd'hui comment s'est institué le pouvoir soviétique en Ukraine. Il a le caractère évident d'un pouvoir imposé, d'un pouvoir d'occupation.

L'invasion et l'occupation bolchéviste de l'Ukraine est donc un fait incontestable. La Pologne doit-elle reconnaître ce fait? Le gouvernement soviétique ukrainien n'est que l'organe administratif de l'occupation russe en Ukraine.

La Russie fait aujourd'hui la loi en Ukraine, et la délégation a eu grandement raison d'envisager la question sous ce point de vue".

Après avoir fait ressortir ensuite que le gouvernement soviétique n'a pas l'ombre d'union avec la nation ukrainienne, et que jusqu'à présent ne s'est produit „aucun acte officiel reconnaissant l'indépendance de l'Ukraine soviétique et en déterminant la situation quant au droit public”, l'auteur conclut en ces termes: „Pour la Pologne, l'existence d'une Ukraine indépendante est un fait de toute importance. Par ses manifestations répétées, par des actes qu'il serait trop long de rapporter ici, le peuple ukrainien a expressément et sans équivoque affirmé sa volonté d'être libre. Ce n'est que par la force et la violence que les bolchéviks, avec l'appui de la population juive et russe des villes et des bourgades, la maintiennent dans l'état où elle se trouve aujourd'hui”.

Le problème ukrainien — en étroite connexion avec le problème blancheruthène — est encore devenu plus pressant, après la fameuse déclaration „conciliante” russe. Voici un passage d'un article paru dans le „Robotnik” journal qui a le mieux traité cette question (Nr. 265—289).

„D'après cette déclaration, une des bases de la paix future doit être l'indépendance de l'Ukraine, de la Lithuanie et de la Ruthénie-Blanche, indépendance „solennellement et officiellement proclamée par la Russie et la Pologne”. Rien de plus légitime, et c'est ce que nous avons toujours réclamé.

Mais comment les bolchéviks entendent-ils cette solennelle et officielle déclaration d'indépendance? Eh bien! d'après les bolchéviks il faut reconnaître les corps représentatifs existants des pays en question, comme l'expression de la volonté du peuple. Ce serait parfaitement juste si ces pays possédaient des corps parlementaires qui sont réellement l'expression de la volonté du peuple, même encore si des corps de cette nature devaient être prévus par le traité de paix polono-russe. Mais les bolchéviks n'ont ici en vue rien de semblable.

La déclaration dit expressément, que l'Ukraine et la Ruthénie-Blanche „ont déjà décidé de leur propre sort en 1918”. Ce n'est là, évidemment, qu'une mauvaise plaisanterie. Nous avons montré dernièrement quelle était cette libre disposition d'elle — même, dont jouissait l'Ukraine sous le régime des bolchéviks.

Quant à la libre disposition de la Ruthénie-Blanche, il en est encore pis, car ceux-là même qui avaient proclamé „l'indépendance” de la Ruthénie-Blanche, ne tardèrent pas à la supprimer sous prétexte que cette mesure était indispensable pour assurer le succès de la lutte contre les Polono's. Aujourd'hui paraît-il, on proclame à nouveau l'indépendance de la Ruthénie-Blanche.

Jusqu'ici donc, ni l'Ukraine, ni la Ruthénie-Blanche „n'ont exercé leur droit de décision” mais c'est Moscou qui a joué la comédie de la libre décision dans ces pays.

Et cette „libre décision”, la Pologne ne saurait la reconnaître."

Opposée en principe à la conception d'une Ukraine indépendante, la „Gazeta Warszawska”, organe de droite, observe une attitude analogue vis-à-vis des thèses de paix des bolchéviks. „Dans les thèses soutenues par M. Joffé-y écrit-on, éclate la mauvaise foi en ce qui regarde l'Ukraine et la Ruthénie-Blanche dont l'indépendance, sous la forme bolchéviste, existe soi-disant depuis 1918. La république soviétique lithuanienne n'a-t-elle pas existé de même jusqu'au mois de juillet, ce qui n'a pourtant pas empêché le gouvernement russe des soviets de conclure la paix avec un gouvernement lithuanien d'origine et de caractère tout différent, et même de lui attribuer Vilno qui, au commencement de l'année dernière, était la capitale des républiques fédérées lithuanienne et blanche-ruthène. Toutes ces républiques, prétendues indépendantes, ne sont que des fictions

dont le gouvernement soviétique se sert de temps en temps, mais dont il ne tient aucun compte en des circonstances sérieuses.

A Riga M. Joffé a reconnu cependant pour suffisants les pouvoirs de nos délégués, malgré qu'ils ne portaient pas l'autorisation de traiter avec l'Ukraine Soviétique. En ce qui concerne la Ruthénie-Blanche ce n'est qu'au cours de la deuxième séance de la Conférence de Riga que son nom a été mentionné pour la première fois".

Le conflit polono-lithuanien.

L'attaque imprévue des armées lithuaniennes contre les troupes polonaises, la violation de la ligne de démarcation du 8 décembre 1919, enfin les menées du gouvernement de Kovno ayant pour but de calomnier la Pologne aux yeux de l'Europe ont suscité l'indignation de la presse polonaise qui, dans une série d'articles, s'efforça de dévoiler les motifs de cette inqualifiable agression et projeter la lumière sur les visées Lithuaniennes. En se rangeant à l'attitude du gouvernement polonais qui, dans sa note adressée à la Société des Nations, a déclaré qu'il sera forcée de se considérer en état de guerre avec la Lithuanie, si dans quelques jours les troupes Lithuaniennes n'évacuent pas complètement les territoires polonais et ne cessent pas de coopérer avec l'armée bolchéviste, la „Gazeta Warszawska" (No. 244 du 6/X) écrit ce qui suit: „Une chose est hors de doute: c'est le gouvernement de Kovno qui a provoqué le conflit armé lithuano-polonais, qui — au moment le plus critique pour nous — a conclu un traité avec les bolchéviks et qui, aujourd'hui, alors que la fortune des armes nous a été favorable, ne veut rompre ce traité. Donc, quelle que soit la tournure que prendront nos rencontres avec les troupes lithuaniennes, nous ne devons pas oublier que nous pouvons être „en état de guerre" avec le gouvernement lithuanien actuel et avec son système, mais jamais avec la nation

lithuanienne qui n'a jamais éprouvé à notre égard des sentiments hostiles et avec laquelle nous voulons non seulement entretenir des rapports de bon voisinage, mais vivre en fraternelle amitié."

Le „Naród" du 17 septembre, au moment même où étaient en cours les pourparlers lithuano-polonais de Kalarwa — qui d'ailleurs n'ont abouti à aucun résultat — s'exprime en ces termes: „On peut accuser le gouvernement lithuanien de velléités impérialistes et conquérantes, et cela non seulement à cause de l'invasion du territoire de Suwalki, mais aussi à cause de sa conduite peu consciente dans la question de Vilno que convoite la Lithuanie et qu'elle réclame pour elle, au mépris de la volonté des habitants, au mépris du réel état des choses, au mépris de nos droits sur Vilno, desquels cependant il doit être tenu compte.

On peut accuser le gouvernement lithuanien de velléités conquérantes parce qu'il ne cherche nullement à s'entendre avec nous en reconnaissant et en respectant l'œuvre civilisatrice que nous avons accomplie sur les rives du Niemen, mais au contraire s'efforce de nous déposséder de la situation que nous y avons acquise par notre coopération et notre bon vouloir de plusieurs siècles. Nous ne pouvons consentir à ce que tout simplement on nous destine d'un pays dont nous sommes les copropriétaires, qu'on nous en expulse, parce que tel est le bon plaisir de quelques membres d'un gouvernement, jouet des intrigues bolchéviques et allemandes. Nous ne voulons pas que les territoires de l'ancien duché de Lithuanie soient de nouveau incorporés à la République Polonaise, mais nous avons le droit, et nous ne saurions y renoncer, d'exiger que sur ces territoires lithuaniens soit appliqué un régime correspondant à la force réelle et à l'importance des éléments nationaux en présence.

Voici donc comment nous posons la question: le mieux serait que la population décide d'elle-même de son propre sort, et conjointement qu'une étroite entente polono-lithuanienne s'établisse et se resserre, car elle est la condition du développement de la prospérité et de la sécurité des deux pays."

CHRONIQUE.

Faits et Documents Politiques.

TEXTE DES PRELIMINAIRES DE PAIX SIGNÉS À RIGA LE 11 OCTOBRE.

La République Polonaise d'une part, la République Socialiste Fédérative Russe des Soviets et la République Socialiste Ukrainienne des Soviets de l'autre, désireuses de terminer le plus tôt possible la guerre sanglante régnant entre elles et d'élaborer des conditions servant de base à une paix durable, honorable et fondée sur une entente réciproque ont décidé d'entamer des pourparlers afin de conclure l'armistice et de rédiger les préliminaires de

paix. Les deux parties ont désigné comme leurs plénipotentiaires: le Gouvernement de la République Polonaise M.M. Jean Dąbski, Norbert Barlicki, le dr. Stanislas Grabski, le dr. Witold Kamieniecki, le dr. Ladislas Kiernik, le général Mieczyslaw Kulinski, M.M. Adam Mieczkowski, Leon Wasilewski, Louis Waszkiewicz, Michel Wichański; le Gouvernement de la République socialiste fédérative russe des Soviets et de la République socialiste ukrainienne des Soviets: M.M. Adolphe Joffé, Serge Kirov, Dmitri Manuiski et Léonide Obolenski, qui, après l'échange de leurs pleins-pouvoirs, reconnus pour suffisants, ont accepté les stipulations suivantes:

Article 1. Acceptant le principe du droit des nations de décider de leur sort, les parties négociantes reconnaissent l'indépendance de l'Ukraine et de la Blanche-Ruthénie et décident que la frontière orientale de la Pologne, à savoir la frontière entre la Pologne d'un côté et l'Ukraine et la Blanche-Ruthénie de l'autre, sera constituée par une ligne longeant la Dzwina, de la frontière lettone avec la Russie jusqu'au point où la frontière de l'ancien gouvernement de Wilno touche la frontière de l'ancien gouvernement de Witebsk; puis les frontières des anciens gouvernements de Wilno et Witebsk jusqu'au village et la gare Orzechow qui reviennent encore à la Pologne; la frontière Est de l'ancien gouvernement de Wilno jusqu'au point où confinent les districts de Dzisna, Lepel et Borysow; depuis ce point jusqu'au village Mala Czernica qui reste blanc-ruthène vers le sud-ouest la frontière traverse le lac et suit la Berezyna jusqu'au village de Zarzeczysk qui demeure blanc-ruthène; vers le sud-ouest elle va jusqu'à la Wilja, jusqu'au point à l'est de Dolhinow, suit la Wilja jusqu'à la chaussée au sud de Dolhinow, plus au sud jusqu'à la rivière (le nom n'en est pas indiqué sur la carte) le long de la Wilja jusqu'à la jonction avec la Rybczanka le village Ilja restant polonais; au sud jusqu'à la gare de Radoszkowiczi, la gare et la village restant blancs-ruthènes, passant à l'est du village Rakow, du hameau de Wolma et de Rubieszewicze jusqu'à la voie ferrée Minsk, Baranowicze, près Kolosowo, qui reste polonais; plus loin au sud elle passe à moitié chemin entre Nieswiez et Cimkowicze, à moitié chemin entre Kleck et Cimkowicze, au sud de la chaussée Varsovie—Moscou, coupant cette chaussée à l'ouest de Filipowicze, jusqu'à la rivière Lan, près du hameau de Czudzin, qui revient à la Pologne, elle court le long de la Lan, jusqu'à son embouchure avec le Prypec, suit le Prypec 7 klm, à l'est, rejoint vers le sud la Stwiga en son point le plus occidental, remonte le cours supérieur de la Stwiga jusqu'au point où cette rivière traverse les frontières des anciens gouvernements de Minsk et de Volhynie, jusqu'à la frontière des districts de Rowno et d'Ovrucz, puis jusqu'à la voie ferrée à l'ouest de la gare d'Ochotnikowo et du village de Rokitno; plus loin au sud, elle suit le cours supérieur de la Lwa jusqu'à sa source et jusqu'à la jonction de la Korczyk, le village Korzec restant polonais; vers le sud-ouest, laissant Kiliow, qui reste ukrainien, elle va à Milatyn qui revient à la Pologne, puis au sud, à travers la voie ferrée Rowno—Szepietowka, et la rivière Horyn elle rejoint la Wilja laissant Ostrog à la Pologne; elle suit le cours supérieur de la Wilja jusqu'à Nowy Staw, qui reste ukrainien, ensuite au sud passe par Horyn près de Lanowce (polonais) jusqu'au Zbrucz, laissant le village Bialozierka polonais et suit la ligne du Zbrucz jusqu'à son embouchure avec le Dniestr.

Dans la détermination de la frontière le long des rivières la ligne fixée suit le cours principal de la rivière si elle est navigable ou la ligne centrale du plus grand bras, si la rivière n'est pas navigable. Cette frontière est fixée d'après une carte russe établie à l'échelle de 25 klm. dans un pouce anglais et qui est jointe au traité. En cas de divergence entre le texte et la carte, le texte prévaudra. La Russie et l'Ukraine renoncent à tous droits et à toutes prétentions sur les territoires situés à l'ouest de cette frontière et la Pologne renonce aux territoires à l'est de cette frontière en faveur de l'Ukraine et de la Blanche-Ruthénie. La détermination de cette frontière sur le terrain et le jalonnement des indications de frontière seront confiés à une commission de démarcation mixte, convoquée aussitôt après la ratification de ce traité. Les deux parties négociantes conviennent qu'au cas où les territoires litigieux entre la Pologne et la Lithuanie s'étendent à l'ouest de cette frontière, la Pologne et la Lithuanie

décideront seules la question de l'appartenance de ces territoires à l'un ou à l'autre de ces Etats.

Article 2. Les deux parties contractantes se garantissent réciproquement le respect de leur souveraineté nationale, l'abstention de toute intervention dans les affaires intérieures l'une de l'autre et décident d'insérer dans le traité de paix l'engagement qu'elles prennent de ne pas former ni protéger des organisations ayant pour but la guerre contre la partie adverse, l'abolition de son gouvernement et la violation de son intégrité territoriale ou prétendant au rôle du gouvernement de la partie adverse. Dès le moment de la ratification de ce traité, les deux parties contractantes s'obligent à ne pas accorder de secours à ceux qui entreprendront des opérations militaires dirigées contre l'autre partie.

Article 3. Les contractants s'engagent à insérer dans le traité de paix un article garantissant le droit de la libre option pour la nationalité polonaise, russe ou ukrainienne; les personnes qui auront choisi leur nationalité auront tous les droits sans exceptions, reconnus par le traité de paix aux citoyens des deux parties.

Article 4. Les deux parties contractantes s'engagent à insérer dans le traité de paix une stipulation, assurant d'une part aux citoyens polonais en Russie et en Ukraine des droits leur garantissant le libre développement de leurs particularités nationales, de leur langue et leur culte, dont jouiront également les sujets russes et ukrainiens en Pologne.

Article 5. Les parties contractantes renoncent mutuellement aux indemnités de guerre comprenant les dépenses de l'Etat occasionnées par la guerre aussi bien qu'au dédommagement des pertes subies par l'Etat ou par les citoyens pendant la guerre sur le territoire des opérations militaires, par suite des opérations ou des mesures militaires.

Article 6. Les deux parties contractantes s'engagent à insérer dans le traité de paix des articles réglant l'échange des prisonniers de guerre et l'indemnisation des frais de leur entretien.

Article 7. Dès la signature de ce traité on formera des commissions mixtes qui procèderont immédiatement à la libération des otages et à l'échange des prisonniers civils, des internés, et autant que possible des prisonniers de guerre et organiseront le rapatriement des émigrés, réfugiés et exilés. Les commissions mixtes ci-dessus mentionnées ont le droit de protéger et de secourir les prisonniers de guerre et civils, les internés, les otages ainsi que les exilés, les réfugiés et les émigrés et de régler les questions touchant le rapatriement immédiat des otages et des prisonniers civils.

Les deux parties contractantes s'engagent à donner, aussitôt après la signature de ce traité, l'ordre de suspendre toute poursuite judiciaire, administrative, disciplinaire ou autre, intentée contre les prisonniers civils, les internés, les otages, les exilés, les émigrés, les prisonniers de guerre ainsi que de suspendre l'exécution de toute peine atteignant ces personnes. La suspension de l'exécution n'implique pas la nécessité de la libération, mais en ce cas les inculpés devront être livrés avec leurs dossiers aux autorités de leur Etat. Si ces personnes ne veulent pas être rapatriées ou si les autorités de la partie adverse leur interdisent le retour, elles peuvent de nouveau être privées de liberté.

Article 9. Les deux parties contractantes s'engagent à insérer dans le traité de paix des articles concernant l'amnistie qu'accordera la Pologne aux citoyens russes ou ukrainiens en Pologne, et la Russie et l'Ukraine aux citoyens polonais en Russie et en Ukraine.

Article 10. Les deux parties s'engagent à insérer dans le traité de paix une stipulation relative à leurs comptes mutuels et à leur liquidation, basée sur les principes suivants: 1) aucune obligation n'incombe à la République Polonaise du

fait de son ancienne appartenance à l'ancien empire russe; 2) les deux parties renoncent mutuellement à tous droits sur les biens d'Etat se trouvant sur le territoire de la partie adverse; 3) dans le règlement des comptes et leur liquidation, on prendra en considération la participation active de la République Polonaise à la vie économique de l'ancien empire russe; 4) les deux parties contractantes s'engagent réciproquement, à restituer en nature ou en équivalent, les biens mobiliers de l'Etat intéressant la vie économique et intellectuelle du pays, les biens mobiliers appartenant aux organes autonomes de l'administration civile, aux institutions, aux personnes physiques et morales, emportés ou évacués de force ou de bon gré, à partir du 1. août 1914, le butin de guerre excepté; 5) l'engagement sera pris de restituer à la Pologne les archives, les bibliothèques, les œuvres d'arts, les trophées de guerre historiques etc. etc. emportés de la Pologne en Russie depuis le partage de la République Polonaise; 6) le mode de règlement des prétentions basées sur des titres légaux des personnes physiques et morales des deux parties, prétentions adressées au gouvernement et aux offices de la partie adverse et qui ont pris naissance avant la signature de la convention présente, ce mode de règlement sera fixé dans le traité de paix; 7) la Russie et l'Ukraine s'engagent à conférer à la Pologne et à ses citoyens le plus grand privilège en ce qui concerne la restitution des biens et le dédommagement pour les pertes subies à l'époque de la révolution et des luttes intestines en Russie et en Ukraine. Les deux parties conviennent que les articles ci-dessus ne renferment pas tous les détails des revendications réciproques et de la liquidation.

Article 11. Les deux parties contractantes s'engagent à entamer, aussitôt après la signature du traité de paix, des pourparlers relatifs aux conventions de commerce, de navigation, des communications, des postes et télégraphes, aux conventions sanitaires et à l'échange des marchandises.

Article 12. Les deux parties contractantes s'engagent à insérer dans le traité de paix des stipulations sur le transit, pour la Pologne à travers les territoires de la Russie et de l'Ukraine et pour la Russie et l'Ukraine à travers le territoire de la Pologne.

Article 13. Les deux parties contractantes concluent en même temps un traité spécial d'armistice faisant partie de ce traité et ayant la même force de loi (annexe No. 2 du „Traité d'armistice“).

Article 14. La Russie et l'Ukraine déclarent que tous leurs engagements à l'égard de la Pologne ainsi que les droits que leur confère ce traité se rapportent tous aux territoires situés à l'est de la frontière établie fixée dans l'article 1. de ce traité; ces territoires faisant partie de l'ancien empire russe étaient seuls représentés à la Conférence de Riga par les délégués de la Russie et de l'Ukraine.

Article 15. Les deux parties contractantes s'engagent à entamer aussitôt après la signature de la présente convention des négociations au sujet de la conclusion du traité de paix.

Article 16. La convention présente est rédigée en polonais, en russe et en ukrainien, en deux exemplaires. Pour l'interprétation de la convention, les 3 textes seront considérés comme authentiques.

Article 17. La présente convention doit être ratifiée et elle entrera en vigueur dès que l'échange des documents de ratification aura été opéré. L'échange de documents de ratification et la rédaction d'un protocole respectif auront lieu à Libau. Les deux parties contractantes s'engagent à ratifier ce traité 15 jours au plus tard à dater de la signature. L'échange des documents de ratification et la rédaction du protocole doivent avoir lieu 6 jours au plus tard à dater du

jour de la ratification. Les parties contractantes déclarent que le traité d'armistice (article 13) perd sa validité si, dans le délai prévu pour l'échange de documents de ratification et pour la rédaction du protocole, ces actes n'ont pas lieu pour des raisons quelconques, toutefois la reprise des hostilités ne peut avoir lieu que 48 heures après l'expiration de ce délai. Partout où dans ce traité, le moment de la ratification du traité, est mentionné comme terme convenu on entend par là le moment de l'échange des documents de ratifications.

Pour en certifier l'authenticité, les plénipotentiaires des deux parties ont signé personnellement ce traité et y ont apposé des sceaux.



TEXTE DU TRAITE D'ARMISTICE.

Conformément à l'article 13 des préliminaires de paix, le traité suivant a été conclu:

Article 1. — Après expiration de cent quarante-quatre heures après la signature des préliminaires de paix, c'est-à-dire le dix-huit Octobre 1920, à vingt-quatre heures, d'après l'heure de l'Europe Centrale, les deux parties contractantes s'engagent à arrêter toute opération militaire sur terre, sur eau et dans les airs.

Article 2. — Les troupes des parties contractantes resteront sur les positions occupées par elles jusqu'au moment de l'arrêt des opérations militaires, conformément à l'article 1, à condition que les troupes russo-ukrainiennes se trouvent à moins de quinze kilomètres de la ligne du front polonais, au moment de l'arrêt des opérations militaires.

Article 3. — La zone de quinze kilomètres créée de cette manière entre les deux fronts constitue une zone neutre au point de vue militaire et se trouvant sous l'administration de la partie à laquelle ce territoire appartient d'après les préliminaires de paix.

Article 4. — Dans le secteur de la région de Nieswiez jusqu'à la Dzwina, les troupes polonaises occuperont la ligne de la frontière d'état, fixée par l'article 1 des préliminaires de paix. Les troupes russo-ukrainiennes se tiendront à quinze kilomètres de cette ligne.

Article 5. — Tous les mouvements de troupes résultant des stipulations des articles deux et quatre devront s'effectuer avec une rapidité qui ne pourra être inférieure à vingt kilomètres par vingt-quatre heures et commencer vingt-quatre heures au plus tard après la cessation des hostilités, c'est-à-dire le dix-neuf Octobre à vingt-quatre heures, d'après l'heure de l'Europe Centrale.

Article 6. — Après ratification des préliminaires de paix les troupes des deux parties contractantes seront ramenées sur leurs territoires à une rapidité qui ne pourra être inférieure à vingt kilomètres par vingt-quatre heures et à quinze kilomètres respectivement de chaque côté de la frontière d'état. La zone de trente kilomètres créée de cette façon constitue une zone neutre au point de vue militaire et se trouvant sous l'administration de la partie contractante à laquelle appartient ce territoire.

Article 7. — D'après les articles trois et six, il est interdit de maintenir des détachements armés dans la zone neutre; excepté les détachements polonais indispensables à l'occupation de ce territoire, conformément aux stipulations de l'article quatre. Les effectifs et l'emplacement de ces détachements seront portés par le commandement polonais à la connaissance du commandement de la partie adverse.

Article 8. — Pour l'exécution du présent traité les commandements supérieurs aux commandements de divisions et les commandements de divisions des deux parties donneront des ordres détaillés, s'il est nécessaire après entente. Aussitôt après la signature du traité d'armistice et des préliminaires de paix, ces commandements enverront leurs officiers de liaison avec le personnel nécessaire aux commandements des divisions et d'armées de l'autre partie. Les deux parties garantissent aux officiers, au personnel et aux bagages l'intégrité diplomatique, la sécurité personnelle, la liberté de mouvements et de communications avec leurs autorités. Pour contrôler l'exécution de ce traité et pour régler les différends probables sera formée une commission d'arbitrage militaire mixte dont la composition, le siège, les compétences et les organes exécutifs seront fixés par les Hauts Commandements des deux parties après entente.

Article 9. — Conformément aux articles 4 et 6, les troupes se retirant des territoires occupés laissent en place, et intacts, tous les biens tels que: établissements d'états, publics et privés, voies ferrées, tout le matériel de chemin de fer, les ponts et bâtiments de gare, les télégraphes, téléphones et autres moyens de liaison n'appartenant pas aux services de l'armée, les stocks de blé, dans les champs et dans les granges, les biens vivants et morts, industriels et agricoles, toutes les matières premières, etc., appartenant à l'Etat ainsi qu'aux particuliers. Pendant le retrait des troupes il est interdit de prendre des otages, d'évacuer la population civile, d'exécuter des représailles, d'exproprier, de réquisitionner ou d'acheter de force.

Article 10. — Pendant la durée de l'armistice, on suspend toute communication par terre, fluviale ou aérienne entre les deux parties combattantes, les exceptions à cet article seront réglées par la commission d'arbitrage militaire mixte créée selon l'article 8.

Article 11. — Les détachements et les militaires transgressant cette stipulation seront traités comme prisonniers de guerre.

Article 12. — L'armistice est conclu pour 21 jours mais chaque partie a le droit de le dénoncer 48 heures d'avance. Si avant l'expiration du délai de l'armistice aucune partie ne le dénonce, il se prolonge automatiquement jusqu'à la ratification du traité de paix définitif, et chaque partie a le droit de le dénoncer 14 jours à l'avance, indépendamment des stipulations ci-dessus indiquées et conformément à l'article 17 du traité des préliminaires de paix. Cet armistice cesse d'être valable si, dans le délai prévu pour l'échange des documents de ratification, et l'élaboration d'un protocole, ces stipulations ne sont pas observées. La reprise des hostilités ne peut avoir lieu que 48 heures après l'expiration du délai fixé pour l'échange des documents de ratification.

Article 13. — Ce traité fait partie des préliminaires de paix et a une valeur d'obligation égale à ceux-ci. Pour le prouver, les plénipotentiaires des deux parties ont signé personnellement ce traité.

ERRATA.

No 1. Carte de l'arrangement lithuano-bolchéviste au lieu de Blancs-Ruthènes — 5% (500.000) — lire Blancs-Ruthènes — 5% (50.000).

Dans l'article „L'Orient et l'Occident" page 5, deuxième ligne, au lieu de „chinois" lire „finois".

Chronique économique.

LA SOCIALISATION DE TERRE EN RUTHENIE-BLANCHE.

Par son ordonnance No. 2, le Comité révolutionnaire de guerre de la République soviétique blanc-ruthène, et conformément aux articles 1, 6, et 7 de la loi fondamentale de 1918 sur la socialisation de la terre, nationalise tous les biens des anciens propriétaires fonciers y compris le cheptel mort et vivant. Par conséquent:

1) Toutes les personnes possédant quelque objet ayant appartenu aux propriétaires fonciers qui ont fui, „avec les bandes des gardes blanches polonaises", sont tenues de les remettre, dans le délai de 5 jours, aux offices fonciers du district ou aux comités ouvriers.

2) Tous les actes d'achat conclus avec les propriétaires fonciers dans le courant des deux semaines qui ont précédé la retraite des armées polonaises sont considérés comme nuls et les objets acquis en vertu de ces actes doivent être restitués. Toutefois les offices fonciers du district peuvent reconnaître comme valables les actes de vente, mais uniquement au cas où cette vente n'a pas eu un but de spéculation, ou ne visait pas à dissimuler la propriété de l'objet vendu.

3) Les personnes qui rendront les biens des propriétaires fonciers sont déchargées de toute responsabilité, mais celles qui les cacheront seront passibles des peines les plus sévères.

Note de la Rédaction: En Ukraine, en présence de la résistance résolue des paysans, on a dû renoncer à créer des exploitations agricoles soviétiques. (Décret du 5 Février).

LE COMMERCE LITHUANIEN AUX MAINS DE L'ANGLETERRE.

Le „Berliner Tageblatt" publie de curieuses données ayant trait aux relations lithuano-anglaises et qui projettent une lumière crue sur la situation économique de l'état lithuanien.

L'année passée, un consortium anglais a obtenu du gouvernement de Kovno une concession pour la vente exclusive à l'étranger de toute la récolte du lin. Actuellement les négociants anglais se sont adressés au gouvernement lithuanien avec la proposition d'acquérir la récolte totale de cette année. D'autre part le gouvernement anglais se déclare prêt à garantir l'émission des billets de banque de Lithuanie ainsi que d'organiser l'emprunt de l'état, toutefois à la condition que le monopole de l'exploitation des forêts sera concédé à l'Angleterre pour la durée de 15 ans.

La constituante statuera sur ces propositions. Mais il est permis de présumer que les conditions anglaises sous telle ou autre forme seront définitivement acceptées par le gouvernement de Kovno au prix de la reconnaissance officielle de l'état lithuanien par la Grande-Bretagne. Pour obtenir cette reconnaissance longtemps convoitée, le gouvernement et la constituante de Lithuanie n'hésiteront pas à faire le sacrifice des restes de leur indépendance économique. La Lithuanie, son commerce, son industrie, toutes ses richesses naturelles deviennent peu à peu le monopole exclusif de la Grande-Bretagne.

Nr 834545

•KSIEGARNIA•
ANTYKWARIAT



Nr 834545

Wschód Polski

Revue bi-mensuelle politique

consacrée aux problèmes de l'est polonais
paraît à Varsovie.

Prix d'abonnement: un an — 600 marks
6 mois — 300 marks
3 mois — 150 marks.

Rédaction et Administration

21, rue Nowy Swiat, 21
Varsovie.





Wojewódzka Biblioteka
Publiczna w Opolu

S/1920



401-012033-00-0